

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C — 27139]

F. 92 — 942

14 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance,
et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes du 17 décembre 1979 (80/68/CEE) concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses, notamment l'article 6;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, notamment les articles 2, 7, 10, 11, 15 et 17;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « décret » : le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;
- 2° « Ministre » : le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions;
- 3° « administration » : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;
- 4° « prise d'eau » : opération de prélèvement d'eau souterraine potabilisable;
- 5° « source » : un des points d'émergence naturel ou fixe permettant le captage d'une eau provenant d'une nappe ou d'un gisement souterrain, la nappe ou le gisement étant situés dans des terrains dont la nature, l'épaisseur et l'étendue provoquent une filtration et en assurent la protection contre les risques de contamination;
- 6° « eau de source » : eau provenant d'une source, conforme, aux critères des eaux destinées à la consommation humaine, selon la Directive du Conseil des Communautés européennes du 15 juillet 1980 (80/778/CEE) relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception du pH et du C 12, et reconnue comme telle par le Ministre de la Santé publique, en vertu de l'arrêté royal du 11 octobre 1985 concernant les eaux minérales naturelles et les eaux de source;
- 7° « eau minérale naturelle » : eau conforme à la Directive du Conseil des Communautés européennes du 15 juillet 1980 (80/777/CEE) relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant l'exploitation et la mise dans le commerce des eaux minérales naturelles, et reconnue comme telle par le Ministre de la Santé publique, en vertu de l'arrêté royal du 4 octobre 1985 concernant les eaux minérales naturelles et les eaux de source;
- 8° « eau thermale » : eau minérale naturelle utilisée à des fins curatives, à la source et dans les établissements thermaux ou hydrominéraux, et reconnue comme telle par le Ministre de la Santé publique;
- 9° « nappe libre » : nappe d'eau souterraine située dans un milieu poreux perméable, saturé sur une hauteur généralement variable, et surmonté d'un milieu poreux sec ou non saturé; généralement, la nappe est limitée vers le bas par un substratum imperméable;
- 10° « nappe captive » : nappe d'eau souterraine située dans un milieu poreux perméable surmonté par une couche géologique peu ou pas perméable; la charge hydraulique de l'eau qu'elle contient est supérieure à la cote du trait de la nappe;
- 11° « installation de surface » : partie de l'ouvrage de prise d'eau situé en surface ainsi que le bâtiment le protégeant;
- 12° « zone d'influence » : zone au droit de laquelle les niveaux d'une nappe d'eau souterraine sont rabattus par une prise d'eau effectuée par pompage;
- 13° « zone d'appel » : partie de la zone d'influence dans laquelle l'ensemble des lignes de courant se dirigent vers l'ouvrage de prise d'eau sous l'effet d'un pompage.

CHAPITRE II. — Autorisation de prise d'eau

Art. 2. § 1er. L'autorisation de prise d'eau visée à l'article 2 du décret est nécessaire pour :

- 1° l'exploitation d'un ouvrage de prise d'eau;
- 2° la modification d'un ouvrage de prise d'eau;
- 3° la remise en service d'un ouvrage de prise d'eau après une période d'interruption continue d'au moins deux années.

Par dérogation à l'alinéa 1er, 3°, une prise d'eau interrompue avec l'accord de l'administration ne requiert pas l'octroi d'une nouvelle autorisation. Dans ce cas, l'administration doit être informée de la remise en service de l'ouvrage de prise d'eau.

§ 2. Les prises d'eau doivent satisfaire aux conditions minimales suivantes :

- 1° la qualité de l'eau de la nappe aquifère doit être préservée;
- 2° la quantité d'eau prélevée dans une nappe aquifère déterminée ne peut conduire à un volume annuel total supérieur à l'alimentation naturelle annuelle moyenne de ladite nappe;

3° la sécurité des personnes et des biens ne peut être affectée par les modifications apportées à la nappe aquifère.

§ 3. L'autorisation de prise d'eau peut prévoir des dispositions adaptées aux cas d'espèce en vue d'atteindre les objectifs visés au § 2.

Art. 3. Les prises d'eau sont réparties en quatre catégories :

La catégorie A comprend :

- 1° les pompages d'essai d'une durée n'excédant pas douze mois;
- 2° les pompages temporaires réalisés à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés.

La catégorie B comprend les prises d'eau destinées à :

- 1° la distribution publique;
- 2° la distribution sous forme conditionnée d'eau de source ou minérale naturelle, ainsi que les eaux à usage thermal;

3° la consommation humaine;

4° la fabrication de denrées alimentaires;

5° l'alimentation des installations publiques de piscines, bains, douches ou autres installations similaires.

Sont exclues de la catégorie B les prises d'eau réalisées par des personnes privées à l'usage exclusif de leur ménage.

La catégorie C comprend les prises d'eau qui n'appartiennent pas aux catégories A et B, et dont le débit prélevé est supérieur à 10 m³ par jour ou 3000 m³/an.

La catégorie D comprend les prises d'eau qui n'appartiennent pas aux catégories A et B, et dont le débit ne dépasse ni 10 m³ par jour ni 3000 m³/an.

Art. 4. La demande d'autorisation doit être adressée à l'administration au moyen du formulaire délivré par celle-ci et prévu à l'annexe.

Cette demande comprend les renseignements suivants :

1° les nom, prénoms, profession, nationalité et adresse du demandeur si celui-ci est une personne physique; si le demandeur est une personne morale : la nature, la dénomination, la nationalité et l'objet social de celle-ci, les nom, prénoms et qualité du représentant, les adresses du siège social et du siège d'exploitation;

2° l'activité du demandeur;

3° l'emplacement de l'ouvrage de prise d'eau;

4° la nature de l'ouvrage de prise d'eau;

5° la date envisagée pour la réalisation de l'ouvrage de prise d'eau;

6° les caractéristiques techniques de l'ouvrage prévu :

a) nature du dispositif de prise d'eau;

b) dimensions de l'ouvrage telles que profondeur et diamètre du puits; longueur, orientation, profondeur, diamètre, section du drain ou de la galerie;

c) nature du tubage éventuel;

d) capacité du réservoir éventuel;

e) dispositif prévu pour la mesure du volume d'eau prélevé;

f) dispositif prévu pour la mesure de la profondeur du puits et du niveau de l'eau;

g) dispositif prévu pour la prise d'échantillons;

7° le niveau de l'eau au repos, en l'absence de pompage, dans le puits et dans les piézomètres éventuels, avec mention de la date de la mesure;

8° le nombre maximum de mètres cubes à prélever par jour et par an avec la justification de l'utilisation de ce débit d'eau; dans le cas d'une prise d'eau de la catégorie A, l'indication du débit annuel est remplacée par l'indication du nombre de jours pendant lesquels les pompages seront effectués;

9° les périodes de prise d'eau;

10° l'usage de l'eau;

11° le lieu d'évacuation des eaux après usage;

12° une copie certifiée conforme du titre de propriété relatif aux biens immeubles situés à l'intérieur de la zone de prise d'eau, à moins que la Région n'en soit propriétaire; ou l'engagement du propriétaire de vendre ou céder les biens immeubles concernés au demandeur éventuellement conditionné par l'obtention d'une autorisation de prise d'eau; ou l'autorisation du propriétaire de réaliser un pompage d'essai ou un pompage temporaire à l'endroit prévu pour la prise d'eau;

13° une attestation de conformité et un certificat d'étalonnage du dispositif de comptage;

14° un projet de délimitation de la zone de prise d'eau comprenant un plan dressé à l'échelle minimum de 1/100 où sont indiquées la situation et les limites de la zone concernée;

15° un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans la zone de prise d'eau;

16° un extrait de la matrice cadastrale mentionnant les noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties de parcelles situées dans cette zone, les propriétaires visés étant ceux connus de l'Administration du Cadastre deux mois avant l'introduction de la demande;

17° si la prise d'eau projetée à un débit de plus de 10 m³ par jour ou de plus de 3000 m³ par an, un rapport technique portant sur le type et la nature de la nappe aquifère alimentant l'ouvrage de prise d'eau et contenant les données devant permettre à l'administration d'apprécier la répercussion probable de la prise d'eau sur la nappe aquifère ainsi que sur les propriétés publiques et privées en surface;

18° si une zone de prévention est requise, un projet de délimitation de cette zone auquel sont joints :

a) une note explicative justifiant la proposition de délimitation et, le cas échéant, une description des moyens ayant servi à la délimitation de la zone de prévention;

b) un plan dressé à l'échelle minimum de 1/1000 où sont indiquées la situation et les limites des zones de prise d'eau et de prévention projetées;

c) un exemplaire d'une carte géologique à l'échelle de 1/40000 au minimum où sont indiquées la situation et les limites de la zone de prévention projetées;

d) un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans les zones de prise d'eau et de prévention projetées;

e) un extrait de la matrice cadastrale avec mention des noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties de parcelles situées dans ces zones, les propriétaires visés étant ceux connus de l'Administration du Cadastre deux mois avant l'introduction de la demande;

f) un devis estimatif du coût d'établissement de la zone de prévention et des mesures projetées à l'intérieur de celle-ci.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1^o, le demandeur de nationalité étrangère doit élire domicile en Belgique.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3^o, l'emplacement doit être précisé par les coordonnées Lambert en vigueur à l'Institut géographique national ainsi que par un extrait de la carte topographique à l'échelle 1/10000 sur lequel est indiquée la position de l'ouvrage de prise d'eau.

Pour l'application de l'alinéa 2, 14^o, 15^o et 16^o, les documents requis sont, dans le cas d'une prise d'eau de la catégorie A, remplacés par un plan dressé à l'échelle minimum de 1/100 où est délimitée une aire dans laquelle des mesures particulières éventuelles de protection temporaire doivent être respectées.

S'il s'agit d'une prise d'eau classée dans la catégorie B ou C, le dossier contient, en outre :

1^o tout résultat déduit d'essais de pompage permettant d'apprécier les paramètres hydrauliques de la nappe aquifère, et notamment la courbe caractéristique du puits;

2^o le niveau de l'eau dans le puits durant le pompage au débit envisagé dans la demande d'autorisation de prise d'eau et en régime d'équilibre ainsi que le niveau mesuré dans les piézomètres éventuels, avec mention de la date de mesure.

Art. 5. § 1er. Lorsque la demande d'autorisation est complète, l'administration adresse au demandeur, par lettre recommandée à la poste, un accusé de réception dans les quinze jours de la réception de cette demande.

Si la demande d'autorisation est incomplète, l'administration en informe le demandeur dans le même délai et lui indique les documents ou renseignements manquants.

§ 2. Le Ministre statue sur la demande, par arrêté motivé, dans les trois mois de l'accusé de réception.

Le Ministre peut proroger ce délai deux fois pour une même durée.

Le délai visé à l'alinéa 1er est prorogé de neuf mois lorsque l'Exécutif a entamé la procédure de constitution d'une zone de prévention non obligatoire, mais ne la poursuit pas jusqu'à son terme.

§ 3. Par dérogation au § 2, dans le cas de demandes d'autorisation de prise d'eau pour lesquelles une zone de prévention est constituée, le Ministre statue, par arrêté motivé, dans le mois de l'arrêté visé à l'article 11, § 3.

§ 4. En l'absence de décision du Ministre dans les délais impartis, la demande est considérée comme rejetée.

Art. 6. Les arrêtés d'autorisation de prise d'eau visés à l'article 5 mentionnent les conditions à observer relatives notamment :

- 1^o aux dispositifs de prise d'eau;
- 2^o à l'isolement des différentes nappes aquifères;
- 3^o aux modalités de réalisation et d'équipement de l'ouvrage;
- 4^o aux dispositifs de comptage des volumes, de mesure des niveaux d'eau et de prise d'échantillons dans l'ouvrage;
- 5^o à l'utilisation de l'eau captée;
- 6^o au volume d'eau maximal à prélever par jour et par an;
- 7^o à la fréquence des relevés de comptage des volumes;
- 8^o à la préservation des prises d'eau souterraines dans le voisinage;
- 9^o à la sécurité publique;
- 10^o aux modalités de réalisation et d'équipement d'ouvrages annexes nécessaires à l'exploitation et constituant un risque d'introduction de pollution, tels que des puits d'accès et d'aération de galeries captantes;
- 11^o à la localisation des piézomètres destinés à la mesure des paramètres hydrogéologiques liés à la nappe exploitée et au prélèvement d'échantillons y relatifs;
- 12^o dans le cas des prises d'eau de la catégorie A, aux mesures de protection temporaires et particulières à prendre afin d'éviter toute pollution des eaux;
- 13^o aux mesures à prendre en cas de cessation de la prise d'eau.

L'administration est habilitée à contrôler le bon état des dispositifs de mesure; elle doit être informée de toute modification ou remplacement de ces dispositifs.

Le titulaire d'une autorisation de prise d'eau est tenu de communiquer à l'administration, au plus tard le 31 janvier de chaque année, le volume d'eau captée au cours de l'année précédente et généralement toute autre donnée se rapportant aux conditions d'autorisation et aux modalités d'utilisation de la prise d'eau.

Art. 7. Le Ministre peut, dans des circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, permettre un dépassement déterminé du débit autorisé.

L'autorisation de prise d'eau est périmée si aucune prise d'eau n'est effectuée dans un délai de deux ans à dater de sa délivrance.

Art. 8. Toute révision de l'autorisation conformément à l'article 7 du décret est opérée conformément aux règles relatives aux conditions et formalités de délivrance des autorisations.

Une enquête publique préalable est organisée dans le cas où la modification proposée a pour effet de modifier, soit la zone de prévention établie autour de la prise d'eau, soit la réglementation des activités susceptibles d'y être exercées, ou de rendre nécessaire la délimitation d'une telle zone.

CHAPITRE III. — Zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance

Art. 9. § 1er. Pour toutes les prises d'eau, la zone de prise d'eau est délimitée par la ligne située à une distance de dix mètres des limites extérieures des installations en surface strictement nécessaires à la prise d'eau.

Cette zone ainsi constituée est appelée zone I.

§ 2. En ce qui concerne les prises d'eau de la catégorie A, l'arrêté d'autorisation précise les mesures de protection à prendre et les limites de la zone de prise d'eau.

Art. 10. § 1er. Une zone de prévention doit être déterminée pour toute prise d'eau de la catégorie B en nappe libre.

§ 2. Une zone de prévention peut être déterminée pour toute prise d'eau de la catégorie B en nappe captive ou de la catégorie C.

Art. 11. § 1er. En nappe libre, la zone de prévention d'une prise d'eau est scindée en deux sous-zones, appelées respectivement zone de prévention rapprochée, ou zone IIa, et zone de prévention éloignée, ou zone IIb.

1. La zone IIa est comprise entre le périmètre de la zone I et une ligne située à une distance de l'ouvrage de prise d'eau correspondant à un temps de transfert de l'eau souterraine jusqu'à l'ouvrage égal à 24 heures dans le sol saturé.

A défaut de données suffisantes permettant la délimitation de la zone IIa suivant le principe défini ci-dessus, cette zone est délimitée par une ligne située à une distance horizontale minimale de 35 mètres à partir des installations de surface, dans le cas de puits, et par deux lignes situées à 25 mètres au minimum de part et d'autre de la projection en surface de l'axe longitudinal dans le cas de galeries.

2. La zone IIb est comprise entre le périmètre extérieur de la zone IIa et le périmètre extérieur de la zone d'appel de la prise d'eau.

Toutefois le périmètre extérieur de la zone IIb ne peut être situé à une distance de l'ouvrage supérieure à celle correspondant à un temps de transfert de l'eau souterraine jusqu'à l'ouvrage de prise d'eau égal à cinquante jours dans le sol saturé.

A défaut de données suffisantes permettant la délimitation de la zone IIb suivant les principes définis ci-avant, le périmètre de cette zone est distant du périmètre extérieur de la zone IIa de :

- 100 mètres pour les formations aquifères sableuses;
- 500 mètres pour les formations aquifères graveleuses, ou la distance entre le cours d'eau et la limite de la formation aquifère alluviale;
- 1 000 mètres pour les formations aquifères fissurées ou karstiques.

Lorsqu'il existe des axes d'écoulement préférentiel de circulation des eaux souterraines alimentant l'ouvrage de prise d'eau, la zone IIb est étendue le long de ces axes sur une distance maximale de 1 000 mètres et sur une largeur au moins égale à celle de la zone IIa.

Ces distances peuvent être révisées si une acquisition ultérieure de données permet d'établir la zone IIb en fonction des temps de transfert ou des limites de la zone d'appel de la prise d'eau.

§ 2. En nappe captive, si un risque de pollution existe, la zone de prévention est la zone à l'intérieur de laquelle le temps de transfert est inférieur à cinquante jours dans le sol saturé. Cette zone a les caractéristiques d'une zone de prévention éloignée.

§ 3. Après l'enquête publique réalisée conformément à l'article 14, l'Exécutif prend un arrêté déterminant les zones de prévention visées aux §§ 1er et 2 et réglementant les activités dans cette zone; il en informe les communes concernées, la députation permanente du conseil provincial et toute personne ayant fait des observations au cours de l'enquête publique.

Art. 12. Par dérogation aux articles 10 et 11, la délimitation des zones de prise d'eau et de prévention peut coïncider avec des repères ou des limites topologiques naturels ou artificiels tels que des voies de communication, des cours d'eau, des clôtures, des fronts de bâtisses ou des limites administratives telles que des sections cadastrales.

Dans le cas prévu à l'alinéa 1er, le Ministre, pour une zone de prise d'eau et l'Exécutif, pour une zone de prévention, peuvent, par arrêté motivé, imposer des mesures de protection supplémentaires.

Art. 13. § 1er. Après l'enquête publique réalisée conformément à l'article 14, l'Exécutif détermine la zone de surveillance et réglemente les activités dans cette zone; il en informe les communes concernées, la députation permanente du conseil provincial et toute personne ayant fait des observations au cours de l'enquête publique.

§ 2. Quand une prise d'eau de la catégorie B est destinée à la production d'eau de source, d'eau minérale naturelle ou d'eau thermale, si le titulaire de l'autorisation demande que soit déterminée une zone de surveillance, le Ministre soumet le dossier à l'Exécutif qui fait procéder à l'enquête publique conformément à l'article 14.

Dans ce cas, l'Exécutif peut décider, par arrêté motivé, de ne pas déterminer la zone de surveillance.

CHAPITRE IV. — De l'enquête publique

Art. 14. Les projets de zones de prévention et de surveillance sont adressés par le Ministre, avec leurs annexes, aux communes sur le territoire desquelles s'étend tout ou partie des zones précitées.

Dans les quinze jours de la réception du dossier, le collège des bourgmestre et échevins ouvre une enquête de commodo et incommodo par l'affichage d'un avis indiquant l'objet de l'enquête. Cet avis est affiché pendant trente jours aux endroits ordinaires de l'affichage; simultanément le collège en adresse copie par écrit, individuellement et à domicile aux propriétaires et principaux occupants des immeubles situés dans la zone ainsi qu'aux administrations publiques dont dépend une voie de communication, un cours d'eau, un ouvrage ou un établissement quelconque situé dans la zone.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier et les plans y annexés peuvent être consultés par tous les intéressés. Une copie de ces documents est remise contre paiement du prix coûtant, fixé par le collège des bourgmestre et échevins, aux personnes qui en font la demande.

Pendant le même délai, un membre du collège des bourgmestre et échevins ou un fonctionnaire délégué à cet effet recueille les observations écrites. A l'expiration de ce délai, il tient une séance où sont entendus tous ceux qui le désirent et à l'issue de laquelle il est dressé un procès-verbal qui clôture l'enquête de commodo et incommodo.

L'administration communale renvoie le dossier au Ministre, dans le délai de dix jours francs à dater de la clôture de l'enquête, avec l'avis motivé du collège des bourgmestre et échevins.

CHAPITRE V. — Recharges artificielles des nappes d'eau souterraine

Art. 15. § 1er. La demande d'autorisation visée à l'article 17 du décret doit comprendre, outre les renseignements permettant d'identifier le demandeur et l'emplacement de l'ouvrage, les renseignements suivants :

- 1^o une note relative à la technique d'infiltration projetée et aux mesures à prendre afin d'éviter la pollution de la nappe d'eau souterraine;
- 2^o une note relative à l'origine et à la qualité de l'eau d'infiltration;
- 3^o une étude géologique de la zone concernée par la recharge et des caractéristiques de la nappe d'eau souterraine destinée à être l'objet d'une recharge;

- 4° un exemplaire d'un plan dressé à l'échelle de 1/1000 où sont indiquées la situation et les limites de la zone de recharge;
- 5° un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans la zone de recharge;
- 6° un extrait du registre cadastral avec mention des noms et adresses des propriétaires de parcelles ou des parties des parcelles concernées; les propriétaires visés étant ceux connus à l'Administration du Cadastre trente jours avant l'introduction de la demande;
- 7° les mesures de protection de la nappe proposées;
- 8° un devis estimatif du coût des mesures visées ci-dessus.

§ 2. Le Ministre statue dans les trois mois de la réception de la demande d'autorisation. Lorsqu'il estime que l'établissement d'une zone de surveillance s'impose, il statue dans le mois de l'arrêté visé à l'article 13, § 1er.

§ 3. Le Ministre peut, par arrêté motivé, suspendre pour une durée déterminée, modifier ou retirer l'autorisation accordée, lorsqu'une pollution de la nappe aquifère risque de se produire ou si les conditions de l'autorisation ne sont pas respectées.

CHAPITRE VI. - Dispositions finales

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Toutefois, pour les autorisations de prise d'eau existantes, les dispositions relatives aux zones de prises d'eau et de prévention n'entrent en vigueur qu'après trois ans.

Art. 17. Le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

Annexe

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement
Division de l'Eau - Service des Eaux souterraines

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AUTORISATION DE PRISE D'EAU SOUTERRAINE

Remarque préliminaire : les cadres en grisé sont réservés à l'Administration.

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR.

CODE :	<input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/>	/	<input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/>	ANCIEN CODE :	<input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/>	/	<input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/>	/	<input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/>
COMMUNE	<input style="width: 100%; height: 20px;" type="text"/>								

Remplir le cadre A si le demandeur est une personne physique
Remplir le cadre B si le demandeur est une personne morale

CADRE A

NOM :
 PRENOMS :
 PROFESSION :
 NATIONALITE : LANGUE (F/NL/D) :

ADRESSE (1) :

Rue/Av./Bld. :
 N° : BOITE :
 C.P. : COMMUNE :
 N° TELEPHONE :
 N° TVA : N° REGISTRE NATIONAL :

CADRE B

NATURE :
 DENOMINATION OFFICIELLE :
 NATIONALITE : LANGUE (F/NL/D) :
 OBJET SOCIAL :

ADRESSE(S) (1) :

SIEGE SOCIAL :
 Rue/Av./Bld. :
 N° : BOITE :
 C.P. : COMMUNE :
 N° TELEPHONE :
 N° TVA : N° REGISTRE NATIONAL :

SIEGE D'EXPLOITATION

Rue/Av./Bld. :
 N° : BOITE :
 C.P. : COMMUNE :
 N° TELEPHONE :
 N° TVA : N° REGISTRE NATIONAL :

NOM ET PRENOMS DU REPRESENTANT :
 QUALITE :

(1) Si le demandeur est de nationalité étrangère, il doit élire domicile en Belgique.

2. ACTIVITE DU DEMANDEUR

Mettre une croix dans la (les) case(s) correspondante(s) :

10	<input type="checkbox"/>	- Activité agricole
20	<input type="checkbox"/>	- Activité industrielle
30	<input type="checkbox"/>	- Distribution publique d'eau
40	<input type="checkbox"/>	- Activité hospitalière
50	<input type="checkbox"/>	- Activité commerciale
60	<input type="checkbox"/>	- Particulier
70	<input type="checkbox"/>	- Administration publique
80	<input type="checkbox"/>	- Transport et communication
90	<input type="checkbox"/>	- Activité de services
	<input type="checkbox"/>	- Autre(s) à préciser :
	

3. DESCRIPTION DE L'OUVRAGE DE PRISE D'EAU

3.1. LOCALISATION DE LA PRISE D'EAU SOUTERRAINE

CODE DE L'OUVRAGE : <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> / <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> / <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> / <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/>
N° SUR CARTE : <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 20px;" type="text"/>

3.1.1. ADRESSE

Commune :

Commune ancienne :

Rue/Av./Bld. :

N°. : Boîte :

Lieu-dit :

3.1.2. PARCELLE(S) CADASTRALE(S)

Division : Section :

Numéro (s) :

3.1.3. COORDONNEES LAMBERT :

X : Y : Z :

Ces coordonnées ont-elles été déterminées avec précision ? (oui/non) :

3.2. DENOMINATION DE LA PRISE D'EAU :

3.3. IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT DE LA PRISE D'EAU

Ne remplir cette partie que si le demandeur n'est pas l'exploitant de la prise d'eau.

NOM DE L'EXPLOITANT :

RUE :

N° : BOITE :

CODE POSTAL : COMMUNE :

N° TELEPHONE :

3.4. CONTACTS

NOM DE LA PERSONNE A CONTACTER :

QUALITE :

N° TELEPHONE :

3.5. NATURE DE LA PRISE D'EAU OU DE L'OUVRAGE

Mettre une croix dans la (les) case(s) correspondante(s):

PF	<input type="checkbox"/>	- Puits foré
PT	<input type="checkbox"/>	- Puits traditionnel
PM	<input type="checkbox"/>	- Puits de mine
PN	<input type="checkbox"/>	- Puits naturel
SE	<input type="checkbox"/>	- Source à l'émergence
DR	<input type="checkbox"/>	- Drain
GF	<input type="checkbox"/>	- Galerie à flanc de coteau
GP	<input type="checkbox"/>	- Galerie accessible par puits
MI	<input type="checkbox"/>	- Mine
CA	<input type="checkbox"/>	- Carrière
FO	<input type="checkbox"/>	- Fouille
	<input type="checkbox"/>	- Autre à préciser :
	

3.6. DATE DE REALISATION DE L'OUVRAGE :

3.7. La prise d'eau a-t-elle fait l'objet :

- d'analyses physico-chimiques ou bactériologiques ? (oui/non) :
Si oui, préciser :
- de pompages d'essai ? (oui/non) :
Si oui, préciser :
- de piézomètres de contrôle ? (oui/non) :
Si oui, préciser :

PIEZOMETRE (O/N) :	
CODE NAPPE : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	CODE HYDROLOGIQUE : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
NOM DU RUISSEAU :	
LIEN AVEC OUVRAGE : <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/>	
LIEN AVEC ETABLISSEMENT CLASSE : <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/>	

4. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE L'OUVRAGE

4.1. DIMENSIONNEMENT ET EQUIPEMENT

a) PUITS

- Profondeur :
- Diamètre intérieur minimum :
- Puits tubé (oui/non) :
 - Equipement : Faire ci-dessous une description détaillée de l'équipement du puits (nature et longueurs des tubages aveugles et crépinés, leurs diamètres extérieurs et intérieurs ainsi que leur position; ouverture de la crépine; caractéristiques du massif filtrant; hauteur cimentée ...) :

b) DRAIN(S) (ou GALERIE)

Nombre de drains:
Longueur(s) du (des) drain(s) :
Profondeur(s) :
Diamètre(s) : Section(s) :
Caractéristiques particulières du (des) drain(s) :
.....

c) AUTRES OUVRAGES

Donner ci-dessous les caractéristiques (dimensions, niveau de l'eau, ...).

.....
.....
.....
.....
.....

4.2. CARACTERISTIQUES DU PRELEVEMENT

NATURE DU DISPOSITIF :

- Pompe immergée
- Pompe de surface
- Ecoulement gravitaire
- Autre(s) à préciser :
-

CARACTERISTIQUES DE LA POMPE :

Débit nominal :m³/h

Débit effectif :m³/h

Modèle :

Hauteur manométrique :

Type de moteur entraînant la pompe :

Puissance du moteur :kW

Profondeur à laquelle la pompe est installée :

4.3. CAPACITE DU RESERVOIR CAPTANT EVENTUEL :

4. DISPOSITIF DE MESURE DU VOLUME D'EAU PRELEVE :

4.4.1. NUMERO DU DISPOSITIF DE COMPTAGE :

5.1. DEBIT MAXIMUM SOUHAITE :m³/heure
.....m³/jour (*)
.....m³/an

Justifier ce débit en précisant les périodes de prise d'eau :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

5.2. REGIME D'EXPLOITATION DE L'ETABLISSEMENT :

..... heures/jour
..... jours/mois
..... mois/an

5.3. USAGE DE L'EAU (mettre une croix dans la (les) case(s) correspondante(s))

(*) Dans le cas des prises d'eau de la catégorie A (pompages d'essai ou pompages temporaires) le débit annuel est remplacé par le nombre de jours de pompage.

A	01	- POMPAGES D'ESSAI D'UNE DUREE N'EXCEDANT PAS 12 MOIS
	02	- POMPAGES TEMPORAIRES/TRAVAUX GENIE CIVIL PUBLICS OU PRIVES
B	11	- DISTRIBUTION PUBLIQUE
	12	- EMBOUTEILLAGE D'EAU DE SOURCE OU D'EAU MINERALE NATURELLE
	13	- PRODUCTION D'EAUX A USAGE THERMAL
	14	- CONSOMMATION HUMAINE, EXCEPTE USAGE PRIVE (MENAGES)
	15	- FABRICATION DE DENREES ALIMENTAIRES
	16	- INDUSTRIE DES BOISSONS
	17	- RINCAGE ET NETTOYAGE DANS L'INDUSTRIE DES BOISSONS
	18	- BAINS, DOUCHES, PISCINES OU AUTRES INSTALLATIONS SIMILAIRES
	C	21
22		- LAVAGE ET PREPARATION D'UN PRODUIT OU D'UNE MATIERE PREMIERE
23		- REFROIDISSEMENT DES INSTALLATIONS ET REFRIGERATION
24		- NETTOYAGE DE LOCAUX ET/OU DE MATERIEL
25		- PRODUCTION DE VAPEUR
31		- AGRICULTURE - HORTICULTURE - ARBORICULTURE...
32		- ELEVAGE
ou 33		- PISCICULTURE
41		- ALIMENTATION D'ETANG, DE PISCINE PRIVEE, DE FONTAINE
D		42
	51	- CAR-WASH
	52	- SALON-LAVOIR - BLANCHISSERIE
	61	- POMPE A CHALEUR
	62	- POMPAGE GEOTHERMIQUE POUR CHAUFFAGE COLLECTIF - BAT. PUBLIC
	71	- UTILISATION DANS ETABLISSEMENT AVEC MALADES NON CONTAGIEUX
	81	- PROTECTION DE BIENS
	82	- EXHAURE
	83	- DEMERGEMENT
	84	- SERVICE INCENDIE
	91	- RECHARGE ARTIFICIELLE DE NAPPE
		- AUTRE A PRECISER :

Préciser ci-dessous l'(les) usage(s) de l'eau indiqué(s) dans le tableau en mentionnant le (les) pourcentage(s) utilisé(s) :

.....

USAGE 1 :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	POURCENTAGE USAGE 1 :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
USAGE 2 :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	POURCENTAGE USAGE 2 :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
USAGE 3 :	<input type="text"/>	<input type="text"/>				

6. REJET DES EAUX USEES

- Lieu :
- Mode d'évacuation :
- Débit maximum :m³/jour
- Polluants :
- Traitement :

7. DOCUMENTS A ANNEXER AU PRESENT FORMULAIRE :

CATEGORIE DE LA PRISE D'EAU (A, B, C ou D) :

Remarques :

- la catégorie de la prise d'eau est indiquée dans la première colonne de la grille « usage de l'eau » (§ 5.3.);
- si la prise d'eau entre dans plusieurs catégories (comprenant la catégorie B), elle doit être classée en catégorie B;
- la distinction entre les catégories C et D se fait suivant le débit :
 - * la catégorie C comprend les prises d'eau dont le débit est supérieur à 10 m³/jour ou 3000 m³/an;
 - * la catégorie D comprend les prises d'eau dont le débit est inférieur ou égal à 10 m³/jour ou 3000 m³/an
- les prises d'eau réalisées par des personnes privées à l'usage exclusif de leur ménage sont classées dans la catégorie D.

Documents à annexer :

1. Pour toutes les prises d'eau :
 - une copie certifiée conforme du titre de propriété relatif aux biens immeubles situés à l'intérieur de la zone de prise d'eau, à moins que la Région n'en soit propriétaire;
 - ou
 - l'engagement du propriétaire de vendre ou céder les biens immeubles concernés au demandeur éventuellement conditionné par l'obtention d'une autorisation de prise d'eau;
 - ou
 - l'autorisation du propriétaire de réaliser un pompage d'essai ou un pompage temporaire à l'endroit prévu pour la prise d'eau.
2. Pour toutes les prises d'eau :
 - a) une attestation de conformité du dispositif de comptage;
 - b) un certificat d'étalonnage du dispositif de comptage.
3. Pour les prises d'eau de la catégorie A :
 - un plan dressé à l'échelle minimum 1/100 où est délimitée une aire dans laquelle des mesures particulières éventuelles de protection temporaire doivent être respectées.

4. Pour les prises d'eau des catégories B, C, D :
- a) un projet de la délimitation de la zone de prise d'eau comprenant un plan dressé à l'échelle minimum 1/100 où sont indiquées la situation et les limites de la zone concernée;
 - b) un extrait de plan cadastral indiquant les parcelles situées dans la zone de prise d'eau;
 - c) un extrait de la matrice cadastrale mentionnant les noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties des parcelles situées dans cette zone, les propriétaires visés étant ceux connus de l'Administration du Cadastre deux mois avant l'introduction de la demande.

5. Pour les prises d'eau des catégories A, B et C :

Si la prise d'eau projetée a un débit de plus de 10 m³/jour ou 3000 m³/an, un rapport technique portant sur le type et la nature de la nappe aquifère alimentant l'ouvrage de prise d'eau et contenant les données devant permettre à l'administration d'apprécier la répercussion probable de la prise d'eau sur la nappe aquifère ainsi que sur les propriétés publiques et privées en surface.

6. Pour les prises d'eau des catégories B et C :
- 1° tout résultat déduit d'essais de pompage permettant d'apprécier les paramètres hydrauliques de la nappe aquifère, et notamment la courbe caractéristique du puits;
 - 2° le niveau de l'eau dans le puits durant le pompage au débit envisagé dans la demande d'autorisation de prise d'eau et en régime d'équilibre ainsi que le niveau mesuré dans les piézomètres éventuels, avec mention de la date de mesure;
 - 3° un projet de délimitation d'une zone de prévention. Ce projet est obligatoire dans le cas d'une prise d'eau de la catégorie B dans une nappe libre. Il est facultatif dans les autres cas.

Le dossier du projet comprend les documents suivants :

- a) une note explicative justifiant la proposition de délimitation et, le cas échéant, une description des moyens ayant servi à la délimitation de la zone de prévention;
- b) un plan dressé à l'échelle minimum de 1/1000 où sont indiquées la situation et les limites des zones de prise d'eau et de prévention projetées;
- c) un exemplaire d'une carte géologique à l'échelle de 1/40000 au minimum où sont indiquées la situation et les limites de la zone de prévention projetée;
- d) un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans les zones de prise d'eau et de prévention projetées;
- e) un extrait de la matrice cadastrale avec mention des noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties de parcelles situées dans ces zones, les propriétaires visés étant ceux connus de l'Administration du Cadastre deux mois avant l'introduction de la demande;
- f) un devis estimatif du coût d'établissement de la zone de prévention et des mesures projetées à l'intérieur de celle-ci.

Ce formulaire doit être dûment complété et adressé avec ses annexes en trois exemplaires à :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

.....

Nombre d'annexes : Fait a, le Signature du demandeur : Nom du signataire : Qualité :
--

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
 chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
 chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 942

[C — 27130]

**14. NOVEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen
und die künstliche Anreicherung des Grundwassers**

Aufgrund des in Rom unterzeichneten und durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957 genehmigten Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 17. Dezember 1979 (80/68/EWG) über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser, insbesondere der Artikel 2, 7, 10, 11, 15 und 17;

Aufgrund des Gutachtens des Beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- 1° « Dekret » : das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser;
- 2° « Minister » : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört;
- 3° « Verwaltung » : die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 4° « Wasserentnahme » : das Entnehmen von aufbereitablem Grundwasser;
- 5° « Quelle » : eine der natürlichen oder festen Austrittsstellen, die die Fassung eines Wassers aus einem unterirdischen Quellvorkommen ermöglicht, wobei das Quellvorkommen unter den Grundstücken gelegen ist, deren Beschaffenheit, Tiefe und Umfang eine Filterung hervorrufen und es gegen die Kontaminationsgefahren schützt;
- 6° « Quellwasser » : Wasser aus einer Quelle, das, abgesehen vom pH- und C12-Wert, nach der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 15. Juli 1980 (80/778/EWG) über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch den Kriterien des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers entspricht und aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. Oktober 1985 über die natürlichen Mineralwässer und die Quellwässer vom Minister der Volksgesundheit als solches anerkannt worden ist;
- 7° « natürliches Mineralwasser » : Wasser, das der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 15. Juli 1980 (80/777/EWG) zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über die Gewinnung und die Vermarktung von natürlichen Mineralwässern entspricht und aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. Oktober 1985 über die natürlichen Mineralwässer und die Quellwässer vom Minister der Volksgesundheit als solches anerkannt worden ist;
- 8° « Thermalwasser » : natürliches Mineralwasser, das zu Kurzwecken an der Quelle und in den verschiedenen Thermal- oder Mineraleinrichtungen verwendet wird und als solches vom Minister der Volksgesundheit anerkannt worden ist;
- 9° « freies Grundwasser » : Grundwasser, das auf durchlässigem porösem auf einer im allgemeinen veränderlichen Höhe gesättigtem Boden und unterhalb einer porösen trockenen ungesättigten Schicht gelegen ist; im allgemeinen ist das Grundwasser nach unten durch eine Sohlenschicht begrenzt;
- 10° « gespanntes Grundwasser » : Grundwasser, das auf durchlässigem porösem Boden unterhalb einer wenig bzw. nicht durchlässigen geologischen Schicht gelegen ist; die hydraulische Belastung dieses Wassers liegt über dem Stand der Marke der Grundwasserschicht;
- 11° « oberirdische Anlage » : Teil des Bauwerks zur Wasserentnahme, der sich an der Oberfläche befindet, sowie das Gebäude, das ihn schützt;
- 12° « Absenkungsfläche » : Zone, unter der der Grundwasserspiegel mit einer durch Abpumpen vorgenommene Wasserentnahme gesenkt wird;
- 13° « Einzugsfläche » : Teil der Absenkungsfläche, in dem die gesamten Stromlinien durch Abpumpen dem Entnahmebauwerk zufließen.

KAPITEL II. — *Genehmigung zur Wasserentnahme*

Art. 2. § 1. Die in Artikel 2 des Dekrets erwähnte Genehmigung zur Wasserentnahme ist erforderlich, um :

1° ein Entnahmebauwerk zu betreiben;

2° ein Entnahmebauwerk zu ändern;

3° ein Entnahmebauwerk nach einer mindestens zweijährigen Unterbrechung wieder in Betrieb zu nehmen.

In Abweichung von Absatz 1 Nr. 3 bedarf eine mit der Zustimmung der Verwaltung unterbrochene Wasserentnahme keiner neuen Genehmigung. In diesem Fall muß die Verwaltung über die Wiederinbetriebnahme des Entnahmebauwerks informiert werden.

§ 2. Die Wasserentnahme muß folgenden Mindestanforderungen entsprechen :

1° die Qualität des Grundwassers muß erhalten bleiben;

2° die aus einem bestimmten Grundwasser entnommene Wassermenge darf insgesamt nicht ein Jahresvolumen überschreiten, das über der durchschnittlichen jährlichen natürlichen Speisung dieses Grundwassers liegt;

3° die Änderungen des Grundwassers darf die Sicherheit der Menschen und der Güter nicht beeinträchtigen.

§ 3. Die Genehmigung zur Wasserentnahme kann im Hinblick auf die Erreichung der in § 2 erwähnten Ziele Bestimmungen vorsehen, die den Sonderfällen angepaßt sind.

Art. 3. Die Wasserentnahmen sind in vier Kategorien aufgeteilt.

Die Kategorie A umfaßt :

1° die Pumpversuche, die nicht länger als zwölf Monate dauern;

2° die vorübergehenden Pumparbeiten anlässlich öffentlicher oder privater Bauarbeiten.

Die Kategorie B umfaßt die Wasserentnahmen, die bestimmt sind für :

1° die öffentliche Versorgung;

2° den Vertrieb von Quell- oder Mineralwasser in verschlossenen Behältnissen sowie die Wässer, die zu Thermalzwecken verwendet werden;

3° den menschlichen Gebrauch;

4° die Herstellung von Lebensmitteln;

5° die Versorgung der öffentlichen Anlagen von Schwimmbädern, Bädern, Duschen oder anderer ähnlicher Anlagen.

Die Wasserentnahmen, die Privatpersonen ausschließlich für ihren Haushalt vornehmen, sind von der Kategorie B ausgeschlossen.

Die Kategorie C umfaßt die Wasserentnahmen, die nicht zu den Kategorien A und B gehören und deren Fördermenge über 10 m³ pro Tag oder 3000 m³/Jahr liegt.

Die Kategorie D umfaßt die Wasserentnahmen, die nicht zu den Kategorien A und B gehören und deren Fördermenge weder 10 m³ pro Tag noch 3000 m³/Jahr überschreitet.

Art. 4. Der Genehmigungsantrag muß an die Verwaltung anhand des von dieser ausgehändigten und in der Anlage vorgesehenen Formulars gestellt werden.

Dieser Antrag enthält folgende Angaben bzw. Dokumente :

1° den Namen, die Vornamen, den Beruf, die Staatsangehörigkeit und die Adresse des Antragstellers, wenn dieser eine natürliche Person ist; wenn der Antragsteller eine juristische Person ist : die Art, die Benennung, die Staatsangehörigkeit und den Gesellschaftszweck dieser Person, den Namen, die Vornamen und die Eigenschaft des Vertreters, die jeweilige Anschrift des Gesellschaftssitzes und des Betriebssitzes;

2° die Tätigkeit des Antragstellers;

3° den Standort des Bauwerks zur Wasserentnahme;

4° die Art des Bauwerks zur Wasserentnahme;

5° das für die Errichtung des Entnahmebauwerks geplante Datum;

6° die technischen Merkmale des geplanten Bauwerks :

a) Art der Vorrichtung zur Wasserentnahme;

b) Größe des Bauwerks, wie Tiefe und Durchmesser des Brunnens; Länge, Lage, Tiefe, Durchmesser, Querschnitt des Sickerrohrs und des Stollens;

c) Art der eventuellen Verrohrung;

d) Fassungsvermögen des eventuellen Reservoirs;

e) Vorrichtung, die zur Messung des entnommenen Wasservolumens vorgesehen ist;

f) Vorrichtung, die zur Messung der Tiefe des Brunnens und des Wasserstands vorgesehen ist;

g) Vorrichtung, die zur Entnahme von Proben vorgesehen ist;

7° den Stand des stehenden Wassers im Brunnen, wenn nicht gepumpt wird, und in den eventuellen Piezometern unter Angabe des Datums der Messung;

8° die Höchstanzahl Kubikmeter, die pro Tag und pro Jahr zu entnehmen sind, mit einer Rechtfertigung der Verwendung dieser Fördermenge; bei einer Wasserentnahme der Kategorie A wird die Angabe der jährlichen Fördermenge durch die Angabe der Anzahl Tage ersetzt, an denen Pumparbeiten erfolgen sollen;

9° die Zeiträume, in denen Wasser entnommen wird;

10° die Verwendung des Wassers;

11° den Ort, wo das Wasser nach Benutzung beseitigt wird;

12° eine beglaubigte Kopie der Eigentumsurkunde bezüglich der innerhalb der Wasserentnahmezone gelegenen unbeweglichen Güter, es sei denn, der Eigentümer ist die Region; oder die Verpflichtung des Eigentümers, die betreffenden unbeweglichen Güter an den Antragsteller zu verkaufen bzw. abzutreten, gegebenenfalls sofern eine Genehmigung zur Wasserentnahme erteilt wird; oder die Erlaubnis des Eigentümers, an der für die Wasserentnahme vorgesehenen Stelle Pumpversuche oder vorübergehende Pumparbeiten vorzunehmen;

13° eine Konformitätsbescheinigung und eine Eichbescheinigung für die Zählvorrichtung;

14° einen Entwurf über die Abgrenzung der Wasserentnahmezone mit einem mindestens im Maßstab 1/100 erstellten Plan, auf dem die Lage und die Grenzen der betreffenden Zone angegeben sind;

15° einen Auszug aus dem Katasterplan, in dem die Parzellen angegeben sind, die in der Wasserentnahmezone gelegen sind;

16° einen Auszug aus der Mutterrolle, in der die Namen und die jeweilige Adresse der Eigentümer der in dieser Zone gelegenen Parzellen bzw. Parzellenteile angegeben sind, wobei die Eigentümer gemeint sind, die die Katasterverwaltung zwei Monate vor der Einreichung des Antrags kennt;

17° wenn die geplante Wasserentnahme sich auf eine Fördermenge von mehr als 10 m³ pro Tag oder mehr als 3000 m³ pro Jahr beläuft, einen technischen Bericht über den Typ und die Beschaffenheit des Grundwassers, das das Entnahmebauwerk speist, und mit den Angaben, die der Verwaltung die Möglichkeit geben müssen, die wahrscheinliche Auswirkung der Entnahme auf das Grundwasser sowie auf die öffentlichen und privaten Eigentümer an der Oberfläche zu ermitteln;

18° wenn eine Präventivzone erforderlich ist, einen Entwurf zur Abgrenzung dieser Zone mit :

- a) einem Erläuterungsschreiben zur Rechtfertigung des Abgrenzungsvorschlags und, gegebenenfalls, einer Beschreibung der Mittel, die zur Abgrenzung der Präventivzone gedient haben;
- b) einem mindestens im Maßstab 1/1000 erstellten Plan, auf dem die Lage und die Grenzen der geplanten Wasserentnahme- und Präventivzonen angegeben sind;
- c) einer Ausfertigung einer mindestens im Maßstab 1/40000 erstellten geologischen Karte, auf der die Lage und die Grenzen der geplanten Präventivzonen angegeben sind;
- d) einem Auszug aus dem Katasterplan, in dem die in den geplanten Wasserentnahme- und Präventivzonen gelegenen Parzellen angegeben sind;
- e) einem Auszug aus der Mutterrolle, in der die Namen und die jeweilige Adresse der Eigentümer der in diesen Zonen gelegenen Parzellen bzw. Parzellenteile angegeben sind, wobei die Eigentümer gemeint sind, die die Katasterverwaltung zwei Monate vor der Einreichung des Antrags kennt;
- f) einem Kostenvoranschlag zur Errichtung der Präventivzone und zu den in dieser Zonen geplanten Maßnahmen.

Für die Anwendung von Absatz 2 Nr. 1 muß der Antragsteller, der eine ausländische Staatsangehörigkeit hat, einen Wohnsitz in Belgien nehmen.

Für die Anwendung von Absatz 2 Nr. 3 muß der Standort anhand der im Nationalen Geographischen Institut geltenden Koordinate sowie durch einen Auszug aus der topographischen Karte im Maßstab 1/10000 mit der Lage des Bauwerks zur Wasserentnahme angegeben werden.

Für die Anwendung von Absatz 2 Nrn. 14, 15 und 16 werden die erforderlichen Dokumente im Falle einer Wasserentnahme der Kategorie A durch einen mindestens im Maßstab 1/100 erstellten Plan ersetzt, auf dem eine Fläche abgegrenzt ist, in der eventuelle Sondermaßnahmen für einen vorübergehenden Schutz einzuhalten sind.

Wenn es sich um eine Wasserentnahme handelt, die in die Kategorie B oder C fällt, enthält die Akte außerdem :

- 1° jedes aus Pumpversuchen hervorgehende Resultat, durch das die hydraulischen Parameter des Grundwassers, insbesondere die charakteristische Kurve des Brunnens ermittelt werden können;
- 2° den Stand des Wassers im Brunnen, während die im Antrag auf Genehmigung zur Wasserentnahme geplante Fördermenge bei einem ausgeglichenen Betrieb abgepumpt wird, sowie den in den eventuellen Piezometern abgemessenen Stand unter Angabe des Datums der Messung.

Art. 5. § 1. Wenn der Genehmigungsantrag vollständig ist, läßt die Verwaltung dem Antragsteller binnen fünfzehn Tagen nach Eingang dieses Antrags eine Empfangsbescheinigung per Einschreiben zukommen.

Wenn der Genehmigungsantrag unvollständig ist, informiert die Verwaltung den Antragsteller binnen der gleichen Frist darüber und teilt ihm mit, welche Dokumente bzw. Angaben fehlen.

§ 2. Binnen drei Monaten nach der Empfangsbescheinigung befindet der Minister über den Antrag durch einen mit Gründen versehenen Erlaß.

Der Minister kann diese Frist zweimal für einen gleichen Zeitraum verlängern.

Die in Absatz 1 erwähnte Frist wird um neun Monate verlängert, wenn die Exekutive das Verfahren zur Errichtung einer nicht vorgeschriebenen Präventivzone eingeleitet hat, es aber nicht bis zu seinem Ende fortführt.

§ 3. In Abweichung von § 2 befindet der Minister im Falle, wo Anträge auf Genehmigung zur Wasserentnahme gestellt werden, für die eine Präventivzone errichtet wird, innerhalb des Monats nach dem in Artikel 11 § 2 erwähnten Erlaß durch einen mit Gründen versehenen Erlaß.

§ 4. Wenn der Minister binnen der bewilligten Frist keinen Beschluß gefaßt hat, gilt der Antrag als abgelehnt.

Art. 6. Die in Artikel 5 erwähnten Erlasse zur Genehmigung einer Wasserentnahme führen die einzuhaltenden Bedingungen an, die insbesondere folgendes betreffen :

- 1° die Vorrichtungen zur Wasserentnahme;
- 2° die Isolierung der verschiedenen Grundwasser;
- 3° die Modalitäten für die Errichtung und Ausstattung des Bauwerks;
- 4° die Vorrichtungen zur Zählung der Volumen, zur Messung der Wasserpegel und zur Entnahme von Proben in dem Bauwerk;
- 5° die Verwendung des entnommenen Wassers;
- 6° das täglich und jährlich zu entnehmende maximale Wasservolumen;
- 7° die Häufigkeit der Ablesungen zur Zählung der Volumen;
- 8° den Schutz der Grundwasserentnahmestellen in der Nachbarschaft;
- 9° die öffentliche Sicherheit;
- 10° die Modalitäten für die Errichtung und die Ausstattung von Nebenanlagen, die zur Betreibung erforderlich sind und durch die eine Verschmutzung eingeleitet werden kann, wie Zugangs- und Lüftungsschächte von Dränleitungen;
- 11° den Standort der Piezometer, die für die Messung der mit dem gewonnenen Grundwasser und der Entnahme der diesbezüglichen Proben verbundenen hydrogeologischen Parameter bestimmt sind;
- 12° bei Wasserentnahmen der Kategorie A, die vorübergehenden und besonderen Schutzmaßnahmen, die zu treffen sind, um jede Verschmutzung des Wassers zu vermeiden;
- 13° die Maßnahmen, die bei einer Einstellung der Wasserentnahme zu treffen sind.

Die Verwaltung ist befugt, den einwandfreien Zustand der Meßvorrichtungen zu prüfen; sie muß über jede Änderung bzw. Ersetzung dieser Vorrichtungen informiert werden.

Der Inhaber einer Genehmigung zur Wasserentnahme muß der Verwaltung spätestens am 31. Januar eines jeden Jahres das im Laufe des vorangehenden Jahres entnommene Wasservolumen und generell jede andere Angabe in bezug auf die Genehmigungsbedingungen und die Modalitäten für die Benutzung der Wasserentnahmestelle mitteilen.

Art. 7. In außergewöhnlichen Fällen kann der Minister für eine begrenzte Dauer erlauben, daß die zugelassene Fördermenge in einem bestimmten Maße überschritten wird.

Die Genehmigung zur Wasserentnahme erlischt, wenn innerhalb einer Frist von zwei Jahren nach ihrer Erteilung kein Wasser entnommen wird.

Art. 8. Jede Revision der Genehmigung im Sinne von Artikel 7 des Dekrets erfolgt gemäß den Regeln über die Bedingungen und die Formalitäten für die Erteilung der Genehmigungen.

Wenn die vorgeschlagene Änderung entweder zur Änderung der um die Wasserentnahmestelle errichteten Präventivzone oder zur Änderung der Regelung über die Tätigkeiten, die dort ausgeübt werden können, führt oder die Abgrenzung einer solchen Zone erforderlich macht, wird vorher eine öffentliche Untersuchung organisiert.

KAPITEL III. — Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszone

Art. 9. § 1. Für alle Wasserentnahmen wird die Wasserentnahmezone durch die Linie abgegrenzt, die zehn Meter von den äußeren Grenzen der unbedingt zur Wasserentnahme erforderlichen oberirdischen Anlagen entfernt ist.

Die auf diese Weise errichtete Zone wird Zone I genannt.

§ 2. Für die Wasserentnahmen der Kategorie A gibt der Genehmigungserlaß die zu treffenden Schutzmaßnahmen und die Grenzen der Wasserentnahmezone an.

Art. 10. § 1. Für jede Wasserentnahme der Kategorie B bei freiem Grundwasser muß eine Präventivzone festgelegt werden.

§ 2. Für jede Wasserentnahme der Kategorie B bei gespanntem Grundwasser oder der Kategorie C kann eine Präventivzone festgelegt werden.

Art. 11. § 1. Bei freiem Grundwasser ist die Präventivzone für eine Wasserentnahme in Unterzonen geteilt, die jeweils nahe Präventivzone oder Zone IIa und entfernte Präventivzone oder Zone IIb genannt wird.

1. Die Zone IIa liegt zwischen der Grenze der Zone I und einer Linie, deren Entfernung vom Entnahmebauwerk einer vierundzwanzigstündigen Weiterleitung des Grundwassers bis zum Bauwerk in einem gesättigten Boden entspricht.

Wenn die Angaben nicht ausreichen, um die Zone IIa nach dem oben bestimmten Grundsatz abzugrenzen, wird diese Zone durch eine Linie, die im Falle von Brunnen von den oberirdischen Anlagen aus in einer horizontalen Mindestentfernung von 35 Metern gelegen ist, und durch zwei Linien abgegrenzt, die im Falle von Stollen mindestens 25 Meter auf beiden Seiten der an die Oberfläche projizierten Längsachse gelegen sind.

2. Die Zone IIb liegt zwischen der Außengrenze der Zone IIa und der Außengrenze der Einzugsfläche für die Wasserentnahme.

Die Entfernung, die die Außengrenze der Zone IIb vom Bauwerk trennt, darf jedoch nicht die Entfernung überschreiten, die einer fünfzigstündigen Weiterleitung des Grundwassers bis zum Entnahmebauwerk in einem gesättigten Boden entspricht.

Wenn die Angaben nicht ausreichen, um die Zone IIb nach den oben bestimmten Grundsätzen abzugrenzen, beträgt die Entfernung dieser Zone von der Außengrenze der Zone IIa :

- 100 Meter für wasserführende Sandschichten.
- 500 Meter für wasserführende Kiesschichten oder die Entfernung zwischen dem Wasserlauf und der Grenze der wasserführenden Alluvialschicht.
- 1 000 Meter für wasserführende rissige oder wasserführende Karstschichten.

Wenn das Grundwasser, das das Entnahmebauwerk speist, bestimmte Abflußachsen vorzieht, erstreckt sich die Zone IIb längs dieser Achsen über eine Entfernung von höchstens 1 000 Metern und eine Breite, die mindestens derjenigen der Zone IIa entspricht.

Diese Entfernungen können geändert werden, wenn die Zone IIb aufgrund der Weiterleitungszeiten oder der Grenzen der Einzugsfläche für die Wasserentnahme durch eine spätere Sammlung von Angaben festgelegt werden kann.

§ 2. Bei gespanntem Grundwasser ist die Präventivzone im Falle einer Verschmutzungsgefahr die Zone, in der die Weiterleitung in gesättigtem Boden unter fünfzig Tagen liegt. Diese Zone hat die Merkmale einer entfernten Präventivzone.

§ 3. Nach der gemäß Artikel 14 durchgeführten öffentlichen Untersuchung beschließt die Exekutive einen Erlaß, in dem die in den §§ 1 und 2 erwähnten Präventivzonen bestimmt und die Tätigkeiten in diesen Zonen geregelt werden; er setzt die betreffenden Gemeinden, den Ständigen Ausschuß des Provinzialrates und jede Person, die bei der öffentlichen Untersuchung Stellung genommen hat, davon in Kenntnis.

Art. 12. In Abweichung von den Artikeln 10 und 11 kann die Abgrenzung der Wasserentnahmezone mit künstlichen oder natürlichen topologischen Zeichen und Grenzen, wie Verkehrswegen, Wasserläufen, Einfriedungen, Fronten von Gebäuden, oder mit Verwaltungsgrenzen, wie Katasterfluren, übereinstimmen.

In dem in Absatz 1 vorgesehenen Fall können der Minister für eine Wasserentnahmezone und die Exekutive für eine Präventivzone durch einen mit Gründen versehenen Erlaß zusätzliche Schutzmaßnahmen vorschreiben.

Art. 13. § 1. Nach der gemäß Artikel 14 durchgeführten öffentlichen Untersuchung legt die Exekutive die Überwachungszone fest und regelt die Tätigkeiten in dieser Zone; sie setzt die betreffenden Gemeinden, den Ständigen Ausschuß des Provinzialrates und jede Person, die bei der öffentlichen Untersuchung Stellung genommen hat, davon in Kenntnis.

§ 2. Wenn eine Wasserentnahme der Kategorie B zur Gewinnung von Quellwasser, natürlichem Mineralwasser oder Thermalwasser bestimmt ist und der Inhaber der Genehmigung darum bittet, daß eine Überwachungszone festgelegt wird, legt der Minister der Exekutive die Akte vor, und diese läßt eine öffentliche Untersuchung gemäß Artikel 14 vornehmen.

In diesem Fall kann die Exekutive durch einen mit Gründen versehenen Erlaß beschließen, die Überwachungszone nicht zu bestimmen.

KAPITEL IV. — *Öffentliche Untersuchung*

Art. 14. Die Entwürfe über Präventiv- und Überwachungszonen werden nebst Anlagen durch den Minister an die Gemeinden gerichtet, über deren Gebiet sich die gesamten vorerwähnten Zonen oder ein Teil davon erstrecken.

Binnen fünfzehn Tagen nach Eingang der Akte leitet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine De-commodo-et-incommodo-Untersuchung durch den Aushang einer Bekanntmachung ein, die den Gegenstand der Untersuchung angibt. Diese Bekanntmachung hängt während dreißig Tagen an den üblichen Anschlagstellen aus; gleichzeitig läßt das Kollegium den Eigentümern und hauptsächlichlichen Bewohnern der in der Zone gelegenen Gebäude sowie den öffentlichen Verwaltungen, von denen ein Verkehrsweg, ein Wasserlauf, ein Bauwerk oder irgendein Betrieb abhängt, der bzw. das in der Zone gelegen ist, eine Kopie dieser Bekanntmachung persönlich und ins Haus schriftlich zukommen.

Während der Dauer der Untersuchung können die Akte und die ihr beigefügten Pläne von allen interessierten Personen eingesehen werden. Eine Kopie dieser Dokumente kann gegen Zahlung des vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium festgesetzten Selbstkostenpreises den Personen ausgehändigt werden, die darum bitten.

In der gleichen Frist sammelt ein Mitglied des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder ein zu diesem Zweck beauftragter Beamter die schriftlichen Bemerkungen ein. Nach Ablauf dieser Frist hält es bzw. er eine Sitzung ab, bei der all diejenigen angehört werden, die es wünschen, und an deren Ende ein Protokoll erstellt wird, das die De-commodo-et-incommodo-Untersuchung abschließt.

Die Gemeindeverwaltung schickt dem Minister die Akte binnen zehn Tagen nach Abschluß der Untersuchung mit dem mit Gründen versehenen Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums zurück.

KAPITEL V. — *Künstliche Anreicherungen des Grundwassers*

Art. 15. § 1. Der Genehmigungsantrag im Sinne von Artikel 17 des Dekrets muß neben den Angaben, die die Identifikation des Antragstellers und die Ermittlung des Standorts des Bauwerks ermöglichen, folgende Angaben bzw. Dokumente umfassen :

1° ein Schreiben über das geplante Infiltrationsverfahren und die Maßnahmen, die zu treffen sind, damit das Grundwasser nicht verschmutzt wird;

2° ein Schreiben über die Herkunft und die Qualität des Infiltrationswassers;

3° eine geologische Studie über die durch die Anreicherung betroffene Zone und die Merkmale des anzureichernden Grundwassers;

4° eine Ausfertigung eines im Maßstab 1/1000 erstellten Plans, auf dem die Lage und die Grenzen der Anreicherungszone angegeben sind;

5° einen Auszug aus dem Katasterplan, in dem die in der Anreicherungszone gelogenen Parzellen angegeben sind;

6° einen Auszug aus dem Katasterbuch, in dem die Namen und die jeweilige Adresse der Eigentümer der betreffenden Parzellen bzw. Parzellenteile erwähnt sind, wobei die Eigentümer gemeint sind, die die Katasterverwaltung dreißig Tage vor der Einreichung des Antrags kennt;

7° die Maßnahmen, die zum Schutz des Grundwassers vorgeschlagen werden;

8° einen Kostenvoranschlag für die obenerwähnten Maßnahmen.

§ 2. Der Minister trifft eine Entscheidung binnen drei Monaten nach Eingang des Genehmigungsantrags.

Wenn er der Ansicht ist, die Errichtung einer Überwachungszone sei erforderlich, trifft er eine Entscheidung innerhalb eines Monats nach Verabschiedung des in Artikel 13 § 1 erwähnten Erlasses.

§ 3. Durch einen mit Gründen versehenen Erlaß kann der Minister die erteilte Genehmigung für eine bestimmte Dauer ändern oder entziehen, wenn das Grundwasser verschmutzt werden könnte oder wenn die Bedingungen der Genehmigung nicht eingehalten werden.

KAPITEL VI. — *Schlußbestimmungen*

Art. 16. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Für die bestehenden Genehmigungen zur Wasserentnahme treten die Bestimmungen bezüglich der Wasserentnahme- und Präventivzonen jedoch erst nach drei Jahren in Kraft.

Art. 17. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 1991.

Der Minister-Vorsitzende,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser,
A. VAN der BIEST

Anlage

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt
Ableitung Wasser. -- Dienststelle für Grundwasser

Antragsformular für die Genehmigung zur Entnahme von Grundwasser

Vorbemerkung : die schraffierten Felder sind der Verwaltung vorbehalten

1. Identifikation des Antragstellers

Code : / früherer Code : / / /
Gemeinde :

Wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist, Feld A ausfüllen.
Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, Feld B ausfüllen.

Feld A

Name :
Vornamen :
Beruf :
Staatsangehörigkeit : Sprache (F/NL/D) :

Adresse (1) :
Straße :
Nr. : Briefkastennr. :
PLZ : Gemeinde :
Telefonnr. :
MwSt.nr. : Nr. beim Nationalregister :

Feld B

Art :
 Offizieller Name :
 Staatsangehörigkeit : Sprache (F/NL/D) :
 Gesellschaftszweck :
Adresse (1) :
 Gesellschaftssitz Straße :
 Nr. : Briefkastennr. :
 PLZ : Gemeinde :
 Telefonnr. :
 MwSt.nr. : Nr. beim Nationalregister :

 Betriebssitz :
 Straße :
 Nr. : Briefkastennr. :
 PLZ : Gemeinde :
 Telefonnr. :
 MwSt.nr. : Nr. beim Nationalregister :

 Name und Vornamen des Vertreters :
 Eigenschaft :

(1) Wenn der Antragsteller eine ausländische Staatsangehörigkeit hat, muß er einen Wohnsitz in Belgien nehmen.

2. Tätigkeit des Antragstellers

Das bzw. die entsprechenden Kästchen ankreuzen :

10	<input type="checkbox"/>	Landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit
20	<input type="checkbox"/>	Industrielle Tätigkeit
30	<input type="checkbox"/>	Öffentliche Wasserversorgung
40	<input type="checkbox"/>	Tätigkeit im Bereich der Krankenpflege
50	<input type="checkbox"/>	Kaufmännische Tätigkeit
60	<input type="checkbox"/>	Privatperson
70	<input type="checkbox"/>	Öffentliche Verwaltung
80	<input type="checkbox"/>	Verkehr und Nachrichtenübermittlung
90	<input type="checkbox"/>	Dienstleistungen
	<input type="checkbox"/>	Andere Tätigkeit(en) bitte angeben :
	

3. Beschreibung des Entnahmebauwerks

3.1. Standort der Grundwasserentnahmestelle

Code des Bauwerks	:	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>
Nr. auf der Karte	:	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

3.1.1. Adresse

Gemeinde :

Ehemalige Gemeinde :

Straße :

Nr. : Briefkastennr. :

Stelle mit dem Namen :

3.1.2. Katasterparzelle(n)

Gemarkung : Flur :

Nummer(n) :

3.1.3. Koordinate :

X : Y : Z :

Sind diese Koordinate genau bestimmt worden ? (ja/nein) :

3.2. Name der Wasserentnahmestelle :

3.3. Identifikation des Betreibers der Wasserentnahmestelle

Dieser Teil ist nur auszufüllen, wenn der Antragsteller nicht der Betreiber der Wasserentnahmestelle ist.

Name des Betreibers :

Nr. : Briefkastennr. :

Postleitzahl : Gemeinde :

Telefonnr. :

3.4. Kontaktperson

Name der Kontaktperson :

Eigenschaft :

Telefonnr. :

3.5. Art der Wasserentnahmestelle oder des Bauwerks

Das bzw. die betreffenden Kästchen ankreuzen :

PF	Bohrbrunnen
PT	Herkömmlicher Brunnen
PM	Grubenschächt
PN	natürlicher Brunnen
SE	Quelle am Austritt
DR	Sickerrohr
GF	Stolle am Abhang
GP	über einen Brunnen zugängliche Stollen
MI	Grube
CA	Steinbruch
FO	Ausgrabung
	andere Art bitte angeben :

3.6. Datum der Errichtung des Bauwerks :3.7. Bildet die Wasserentnahme den Gegenstand :

- von physikalisch-chemischen oder bakteriologischen Untersuchungen ?
(ja/nein) :
Wenn ja, näher angeben :
- von Pumpversuchen ? (ja/nein) :
Wenn ja, näher angeben :
- von Kontrollpiezometern ? (Ja/nein) :
Wenn ja, näher angeben :

Piezometer (J/N) :

Code des Grundwassers : Hydrologischer Code :

Name des Baches :

Zusammenhang mit dem Bauwerk : / / / Zusammenhang mit einem klassierten Betrieb : / / /

4. Technische Merkmale des Bauwerks

4.1. Dimensionierung und Ausstattung

a) Brunnen

- Tiefe :
- Innerer Mindestdurchmesser :
- verrohrter Brunnen (ja/nein) :
- Ausstattung : Nachstehend eine ausführliche Beschreibung der Ausstattung des Brunnens geben (Art und Länge der blinden und Mantelrohre, ihr Außen- und Innendurchmesser sowie ihr Stand; Öffnung des Brunnenfilters; Merkmale der Filtermasse; zementierte Höhe...) :
-
-
-
-

b) Sickerrohr(e) (oder Stollen)

- Anzahl Sickerrohre :
- Länge des Sickerrohrs bzw. der Sickerrohre :
- Tiefe :
- Durchmesser : Querschnitt :
- Besondere Merkmale des Sickerrohrs bzw. der Sickerrohre :
-

c) Andere Anlagen

- Nachstehend die Merkmale (Größe, Stand des Wassers,...) :
-
-
-

4.2. Merkmale der Entnahme
Art der Vorrichtung

	Tauchpumpe
	oberirdische Pumpe
	Abfluß mit natürlichem Gefälle
	andere Vorrichtung(en) angeben

Merkmale der Pumpe :

- Nennleistung : m³/h
 Effektive Leistung : m³/h
 Bauart :
 Druckhöhe :
 Typ des Motors, der die Pumpe antreibt :
 Motorleistung : kW
 Tiefe, in der die Pumpe aufgestellt.:.....
 4.3. Fassungsvermögen des eventuellen Reservoirs :
 4.4. Vorrichtung zur Messung des entnommenen Wasservolumens :
 4.4.1. Nummer der Zählvorrichtung :
 4.4.2. Typ der Vorrichtung :

CV	Volumenzähler
CE	Elektromagnetischer Zähler
DE	Überlauf
	Anderen Typ angeben :

- 4.4.3. Beschreibung der Vorrichtung :
 4.4.4. Datum der letzten Eichung :
 4.4.5. Fabrikationsdatum :
 4.4.6. Beschreibung der Eichung :
 4.5. Vorrichtung zur Messung der Tiefe des Brunnens und des Wasserstands :

 4.6. Vorrichtung zur Entnahme von Proben :

4.7. Stand des stehenden Wassers

<u>Statischer Wasserstand</u>	<u>Datum der Messung</u>
.....
.....
.....
.....

Wenn Piezometer mit dem Brunnen verbunden sind, die Messungen des jeweiligen Wasserstands auf der Rückseite angeben.

5. Verwendung des entnommenen Wassers

Zeichen der Akte	:	<input type="text"/>
Nr. der Genehmigung :	<input type="text"/>	/ <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/>
zugelassen (J/N) :	

- 5.1. Erwünschte Höchstfördermenge : m3/Stunde
 m3/Tag
 m3/Jahr (*)

Diese Fördermenge unter näherer Angabe der Wasserentnahmeperioden rechtfertigen :

.....

5.2. Betriebsverhältnisse

- Stunden/Tag
-Tage/Monate
- Monate/Jahr

(*) Im Falle von Wasserentnahmen der Kategorie A (Pumpversuche oder vorübergehende Pumparbeiten) wird die jährliche Fördermenge durch die Anzahl Pumptage ersetzt.

5.3. Verwendung des Wassers

Das bzw. die entsprechenden Kästchen ankreuzen :

A	01	Pumpversuche, die nicht länger als 12 Monate dauern,
	02	vorübergehende Pumparbeiten/öffentliche oder private Bauarbeiten
B	11	Öffentliche Versorgung
	12	Abfüllung von Quell- oder natürlichem Mineralwasser
	13	Gewinnung von Wasser für Thermalzwecke
	14	Menschlicher Gebrauch, mit Ausnahme des privaten Gebrauchs (Haushalte)
	15	Herstellung von Lebensmitteln
	16	Getränkeindustrie
	17	Spülung und Reinigung in der Getränkeindustrie
	18	Bäder, Duschen, Schwimmbäder oder andere ähnliche Anlagen
C	21	Industrielle Herstellung eines Produktes, das nicht zur Nahrungsmittelindustrie gehört
	22	Wäsche und Vorbereitung eines Produktes oder eines Rohstoffes
	23	Kühlung der Anlagen und Tiefkühlung
	24	Reinigung von Räumen und/oder Material
	25	Dampferzeugung
	31	Landwirtschaft - Gartenbau - Baumzucht
	32	Tierzucht
oder	33	Fischzucht
D	41	Versorgung eines Weihers, eines privaten Schwimmbeckens, eines Brunnens
	42	Haushalt und Hygiene
	51	Autowaschanlage
	52	Salon - Wäscherei
	61	Wärmepumpe

62	geothermische Pumparbeiten zur zentralen Beheizung von öffentlichen Gebäuden
71	Verwendung in einer Anstalt, wo Kranke mit nichtansteckenden Krankheiten untergebracht sind
81	Schutz von Gütern
82	Wasserhaltung
83	Entwässerung
84	Feuerwehrdienst
91	Künstliche Anreicherung des Grundwassers
	andere Verwendung angeben :

Nachstehend die in der Tabelle angegebene(n) Verwendung(en) des Wassers näher bestimmen unter Angabe des (der) benutzten Prozentsatzes (Prozentsätze) :

.....

Verwendung 1 : <input type="text"/>	Prozentsatz Verwendung 1 : <input type="text"/>
Verwendung 2 : <input type="text"/>	Prozentsatz Verwendung 2 : <input type="text"/>
Verwendung 3 : <input type="text"/>	

6. Ableitung der Abwässer

- Ort :
- Beseitigungsverfahren :
- Höchstmenge : m³/Tag
- Schadstoffe :
- Behandlung :

7. Dokumente, die dem vorliegenden Formular beizufügen sind :

Kategorie der Wasserentnahme (A oder B, C oder D) :

Bemerkungen :

- Die Kategorie der Wasserentnahme ist in der 1. Kolonne des Feldes « Verwendung des Wassers » (§ 5.3.) angegeben.
- Wenn die Wasserentnahme unter mehrere Kategorien (darunter Kategorie B) fällt, muß die Entnahme in Kategorie B eingestuft werden.
- Die Unterscheidung zwischen den Kategorien C und D erfolgt aufgrund der Fördermenge :
- * Die Kategorie C umfaßt die Wasserentnahmen, deren Fördermenge über 10 m³ pro Tag oder 3000 m³ pro Jahr liegt.
- * Die Kategorie D umfaßt die Wasserentnahmen, deren Fördermenge 10 m³ pro Tag und 3000 m³ pro Jahr entspricht oder darunter liegt.
- Die Wasserentnahmen, die Privatpersonen ausschließlich für ihren Haushalt vornehmen, werden in Kategorie D eingestuft.

Dokumente, die beizufügen sind :

1. Für alle Wasserentnahmen :
 - eine beglaubigte Kopie der Eigentumsurkunde bezüglich der innerhalb der Wasserentnahmezone gelegenen unbeweglichen Güter, es sei denn, der Eigentümer ist die Region,
 - oder
 - die Verpflichtung des Eigentümers, die betreffenden unbeweglichen Güter an den Antragsteller zu verkaufen bzw. abzutreten, gegebenenfalls sofern eine Genehmigung zur Wasserentnahme erteilt wird,
 - oder
 - die Erlaubnis des Eigentümers, an der für die Wasserentnahme vorgesehenen Stelle Pumpversuche oder vorübergehende Pumparbeiten vorzunehmen.
2. Für alle Wasserentnahmen :
 - a) eine Konformitätsbescheinigung für die Zählvorrichtung;
 - b) eine Eichbescheinigung für die Zählvorrichtung.
3. Für die Wasserentnahmen der Kategorie A :

ein mindestens im Maßstab 1/100 erstellter Plan, auf dem eine Fläche abgegrenzt ist, in der eventuelle Sondermaßnahmen für einen vorübergehenden Schutz einzuhalten sind.
4. Für die Wasserentnahmen der Kategorien B, C, D :
 - a) ein Entwurf über die Abgrenzung der Wasserentnahmezone mit einem mindestens im Maßstab 1/100 erstellten Plan, auf dem die Lage und die Grenzen der betreffenden Zone angegeben sind;
 - b) ein Auszug aus dem Katasterplan, in dem die Parzellen angegeben sind, die in einer Wasserentnahmezone gelegen sind;
 - c) ein Auszug aus der Katastermutterrolle, in der die Namen und die jeweilige Adresse der Eigentümer der in dieser Zone gelegenen Parzellen bzw. Parzellenteile angegeben sind, wobei die Eigentümer gemeint sind, die die Katasterverwaltung zwei Monate vor der Einreichung des Antrags kennt.
5. Für die Wasserentnahmen der Kategorien A, B und C :

Wenn die geplante Wasserentnahme sich auf eine Fördermenge von mehr als 10 m³ pro Tag oder mehr als 3000 m³ pro Jahr beläuft, einen technischen Bericht über den Typ und die Beschaffenheit des Grundwassers, das das Entnahmebauwerk speist, und mit den Angaben, die der Verwaltung die Möglichkeit geben müssen, die wahrscheinliche Auswirkung der Entnahme auf das Grundwasser sowie auf die öffentlichen und privaten Eigentümer an der Oberfläche zu ermitteln.
6. Für die Wasserentnahmen der Kategorien B und C :
 - 1° jedes aus Pumpversuchen hervorgehende Resultat, durch das die hydraulischen Parameter des Grundwassers, insbesondere die charakteristische Kurve des Brunnens ermittelt werden können;
 - 2° der Stand des Wassers im Brunnen, während die im Antrag auf Genehmigung zur Wasserentnahme geplante Fördermenge bei einem ausgeglichenen Betrieb abgepumpt wird, sowie den in den eventuellen Piezometern abgemessenen Stand unter Angabe des Datums der Messung;
 - 3° ein Entwurf zur Abgrenzung einer Präventivzone. Dieser Entwurf muß bei einer Wasserentnahme der Kategorie B in freiem Grundwasser erstellt werden. In den anderen Fällen ist er nicht obligatorisch.

Die Akte zum Entwurf umfaßt folgende Dokumente :

 - a) ein Erläuterungsschreiben zur Rechtfertigung des Abgrenzungsvorschlags und, gegebenenfalls, eine Beschreibung der Mittel, die zur Abgrenzung der Präventivzone gedient haben;
 - b) einen mindestens im Maßstab 1/1000 erstellten Plan, auf dem die Lage und die Grenzen der geplanten Wasserentnahme- und Präventivzonen angegeben sind;
 - c) eine Ausfertigung einer mindestens im Maßstab 1/40000 erstellten geologischen Karte, auf der die Lage und die Grenzen der geplanten Präventivzone angegeben sind;
 - d) einen Auszug aus dem Katasterplan, in dem die in den geplanten Wasserentnahme- und Präventivzonen gelegenen Parzellen angegeben sind;
 - e) einen Auszug aus der Katastermutterrolle, in der die Namen und die jeweilige Adresse der Eigentümer der in diesen Zonen gelegenen Parzellen bzw. Parzellenteile angegeben sind, wobei die Eigentümer gemeint sind, die die Katasterverwaltung zwei Monate vor der Einreichung des Antrags kennt;
 - f) einen Kostenvoranschlag für die Errichtung der Präventivzone und die in dieser Zone geplanten Maßnahmen.

Dieses Formular muß ordnungsgemäß ausgefüllt werden und nebst Anlagen in dreifacher Ausfertigung gerichtet werden an das :

Ministerium der Wallonischen Region

.....

Anzahl Anlagen :
den
Unterschrift des Antragstellers :
Name des Unterzeichners :
Eigenschaft :

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,
 B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
 beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser,
 A. VAN der BIEST

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 942

[C 27139]

14 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, met name op de artikelen 100 en 235;

Gelet op de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 17 december 1979 (80/68/EEG) betreffende de bescherming van het grondwater tegen de verontreiniging veroorzaakt door de lozing van bepaalde gevaarlijke stoffen, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de ontginning van het water dat tot drinkwater kan verwerkt worden, inzonderheid op de artikelen 2, 7, 10, 11, 15 en 17;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « decreet » : het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de ontginning van water dat tot drinkwater kan verwerkt worden;

2° « Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort;

3° « bestuur » : de afdeling water van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° « waterwinning » : handeling die bestaat in het opvangen van oppervlaktewater dat tot drinkwater kan verwerkt worden;

5° « bron » : één van de natuurlijke of vaste punten waar water dat uit een waterlaag of een onderaardse laag ontspringt, kan worden gewonnen, waarbij het watervlak of de waterlaag gelegen zijn in gronden waarvan de aard, de diepte en de uitgestrektheid een filtratie veroorzaken en de bescherming ervan tegen besmettingsrisico's waarborgen;

6° « bronwater » : water dat afkomstig is van een bron en dat beantwoordt aan de criteria van het voor menselijke consumptie bestemd water overeenkomstig de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 15 juli 1980 (80/778/EEG) betreffende de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemd water, met uitzondering van de pH en de C12, en dat door de Minister van Volksgezondheid als dusdanig erkend is krachtens het koninklijk besluit van 11 oktober 1985 betreffende het natuurlijk mineraalwater en het bronwater;

7° « natuurlijk mineraalwater » : water dat beantwoordt aan de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 15 juli 1980 (80/777/EEG) betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten inzake de exploitatie en het in de handel brengen van natuurlijk mineraalwater en door de Minister van Volksgezondheid als dusdanig erkend krachtens het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende het natuurlijk water en het bronwater;

8° « thermaal water » : natuurlijk mineraalwater gebruikt voor curatieve doeleinden aan de bron of in thermale of hydrominerale instellingen en als dusdanig erkend door de Minister van Volksgezondheid;

9° « vrije waterlaag » : grondwaterlaag gelegen in een waterdoorlatend poreus milieu verzadigd op een gewoonlijk veranderlijke hoogte en gelegen onder een droog of onverzadigd poreus milieu; de waterlaag is naar beneden afgebakend door een ondoorlatende onderlaag;

10° « lens » : grondwaterlaag gelegen in een waterdoorlatend poreus milieu dat zich onder een minderdoorlatende of ondoorlatende geologische laag bevindt; de hydraulische belasting van het water dat zij bevat, overschrijdt het niveau van de waterlaag;

11° « bovengrondse installatie » : gedeelte van de aan het oppervlak gelegen waterwininstallatie, alsmede het gebouw dat ze beschermt;

12° « invloedsgebied » : gebied waarin de grondwaterpeilen verlaagd worden door het water al pompend te winnen;

13° « ingangsgebied » : gedeelte van het invloedsgebied waarin het geheel van de afstromingswegen ten gevolge van het pompen naar de waterwininstallatie convergeren.

HOOFDSTUK II. — Waterwinningsvergunning

Art. 2. § 1. De in artikel 2 van het decreet bedoelde waterwinningsvergunning is vereist voor :

- 1° de uitbating van een waterwininstallatie;
- 2° de wijziging van een waterwininstallatie;
- 3° het weer in dienst stellen van een waterwininstallatie na een onderbrekingsperiode van minstens twee jaar.

In afwijking van alinea 1, 3° is geen nieuwe vergunning vereist voor een met de instemming van het bestuur onderbroken waterwinning. In dit geval dient het bestuur te worden ingelicht over het weer in dienst stellen van de waterwininstallatie.

§ 2. De waterwinningsvergunning moet minstens voldoen aan volgende voorwaarden :

- 1° de kwaliteit van het grondwater moet beschermd worden;
- 2° de in een bepaalde waterlaag opgevangen hoeveelheid water moet overeenstemmen met een jaarlijks totaal volume dat de jaarlijkse gemiddelde natuurlijke voorziening van die waterlaag niet overschrijdt;
- 3° de veiligheid van personen en goederen mag niet lijden onder de aan het grondwater aangebrachte wijzigingen.

§ 3. De waterwinningsvergunning kan voor bijzondere gevallen bepalingen voorzien om de in § 2 bedoelde doelstellingen te bereiken.

Art. 3. De waterwinningsvergunningen zijn in vier categorieën ingedeeld.

Categorie A omvat :

- 1° de proefbemalingen die niet langer dan twaalf maanden duren;
- 2° de tijdelijke bemalingen uitgevoerd tijdens openbare of particuliere civieltechnische werken.

Categorie B omvat de waterwinningsvergunningen bestemd voor :

- 1° de openbare watervoorziening;
- 2° de watervoorziening onder de vorm van verpakt bron- of natuurlijk mineraalwater, alsmede het water voor thermaal gebruik;
- 3° de menselijke consumptie;
- 4° de vervaardiging van levensmiddelen;
- 5° de voorziening van openbare installaties zoals zwembaden, baden, douches of andere gelijksoortige installaties.

De door particulieren uitgevoerde waterwinningsvergunningen met het oog op het exclusief huishoudelijk gebruik ervan zijn uit categorie B uitgesloten.

Categorie C omvat de waterwinningsvergunningen die niet tot de categorieën A en B behoren en waarvan de opgevangen capaciteit 10 m³ per dag of 3000 m³ per jaar overschrijdt.

Categorie D omvat de waterwinningsvergunningen die niet tot de categorieën A en B behoren en waarvan de capaciteit noch 10 m³ per dag noch 3000 m³ per jaar overschrijdt.

Art. 4. De vergunningsaanvraag moet bij het bestuur ingediend worden door middel van het door datzelfde bestuur verstrekt formulier dat in de bijlage voorzien is.

Die aanvraag bevat volgende inlichtingen :

1° de naam en voornamen, het beroep, de nationaliteit en het adres, indien de aanvrager een natuurlijke persoon is; de aard, de handelsnaam, de nationaliteit en het maatschappelijk doel, indien de aanvrager een rechtspersoon is; de naam en voornamen en de hoedanigheid van de vertegenwoordiger, de adressen van de maatschappelijke zetel en van de exploitatiezetel;

2° de activiteit van de aanvrager;

3° de plaats van de waterwinstallatie;

4° de aard van de waterwinstallatie;

5° de voor de bouw van de waterwinstallatie geplande datum;

6° de technische kenmerken van het geplande werk :

a) de aard van de waterwinningsinrichting;

b) de afmetingen van het werk zoals : diepte en diameter van de put; lengte, oriëntatie, diepte, diameter, doorsnede van de draineerbuis of de galerij;

c) de aard van de eventuele verbuizing;

d) de capaciteit van de eventuele tank;

e) de inrichting voorzien om de opgevangen hoeveelheid water te meten;

f) de inrichting voorzien om de diepte van de put en de waterstand te meten;

g) de inrichting voorzien voor de monsterneming;

7° de waterstand in de waterput en in de eventuele piëzometers, in ruststand en zonder bemalingen, met vermelding van de datum van de meting;

8° het dagelijks en jaarlijks op te vangen maximaal aantal kubieke meter met de rechtvaardiging van het gebruik van dat waterdebiet; zo het een waterwinning van categorie A betreft, wordt de vermelding van het jaarlijks debiet vervangen door de vermelding van het aantal dagen gedurende dewelke de bemalingen uitgevoerd worden;

9° de waterwinningsperiodes;

10° het gebruik van het water;

11° de lozingsplaats van het gebruikte water;

12° een voor eensluidend verklaard afschrift van de eigendomstitel betreffende de binnen het waterwingebied gelegen onroerende goederen, tenzij zij eigendom zijn van het Gewest; of de verbintenis van de eigenaar de betrokken onroerende goederen te verkopen of af te staan aan de aanvrager, in voorkomend geval mits het verkrijgen van een waterwinningsvergunning; of de toestemming van de eigenaar om een proefbemaling of een tijdelijke bemaling uit te voeren op de plaats voorzien voor de waterwinning;

13° een gelijkvormigheidsattest en een ijkingsbewijs van de meetinrichting;

14° een afbakingsproject van het waterwingebied dat bestaat uit een op een minimale schaal van 1/100 opgemaakt plan met de situatie en de grenzen van het betrokken gebied;

15° een uittreksel uit het kadastraal plan met de in het waterwingebied gelegen percelen;

16° een uittreksel uit de kadastrale legger met de namen en adressen van de eigenaars van de in dat gebied gelegen percelen of perceelgedeelten, waarbij de bedoelde eigenaars twee maanden voor de indiening van de aanvraag bekend zijn bij het Bestuur van het Kadaster;

17° indien het debiet van de geplande waterwinning 10 m³ per dag of 3000 m³ per jaar overschrijdt, een technisch rapport over het type en de aard van de waterlaag die de waterwinplaats bevoorraadt, met gegevens die het bestuur in staat moeten stellen de mogelijke weerslag van de waterwinning op de waterlaag, alsmede op de openbare en private bovengrondse eigendommen in te schatten;

18° indien een voorkomingsgebied vereist is, een afbakingsproject ervan samen met :

a) een verklarende nota ter rechtvaardiging van het afbakingsvoorstel en, in voorkomend geval, een beschrijving van de middelen gebruikt voor de afbakening van het voorkomingsgebied;

b) een op een minimale schaal van 1/1000 opgemaakt plan met de situatie en de grenzen van de geplande waterwin- en voorkomingsgebieden;

c) een exemplaar van een geologische kaart op een minimale schaal van 1/40000 met de situatie en de grenzen van de geplande voorkomingsgebieden;

d) een uittreksel uit het kadastraal plan met de in de geplande waterwin- en voorkomingsgebieden gelegen percelen;

e) een uittreksel uit de kadastrale legger met de namen en adressen van de eigenaars van de in die gebieden gelegen percelen en perceelgedeelten, waarbij de bedoelde eigenaars twee maanden voor de indiening van de aanvraag bekend zijn bij het Bestuur van het Kadaster;

f) een raming van de aanlegkosten van het voorkomingsgebied en van de binnen dat gebied geplande maatregelen.

Voor de toepassing van alinea 2, 1°, moet de aanvrager die de Belgische nationaliteit niet heeft, in België domicilie kiezen.

Voor de toepassing van alinea 2, 3°, moet de plaats van de waterwinning nauwkeurig aangegeven worden door middel van de in het Nationaal Geografisch Instituut van kracht zijnde Lambert-gegevens, alsmede van een uittreksel uit de topografische kaart op een schaal van 1/10.000 waarop de plaats van de waterwinning voorkomt.

Voor de toepassing van alinea 2, 14°, 15° en 16°, worden de vereiste documenten, in het geval van een waterwinning van categorie A, vervangen door een op een minimale schaal van 1/100 opgemaakt plan met een afgebakend gebied waarin bijzondere maatregelen van tijdelijke bescherming eventueel in acht moeten worden genomen.

In het geval van een waterwinning van de categorieën B of C moet het dossier bovendien volgende gegevens bevatten :

1° elk resultaat van proefbemalingen waarmee het mogelijk is de hydraulische parameters van de waterlaag in te schatten en met name de karakteristieke kromme van de waterput;

2° de waterstand in de put gedurende de bemaling tegen het in de aanvraag om waterwinningsvergunning geplande debiet en in evenwichtsstelsel, alsmede de in de eventuele piëzometers gemeten waterstand met melding van de metingsdatum.

Art. 5. § 1. Indien de vergunningsaanvraag volledig is, zendt het bestuur de aanvrager binnen vijftien dagen na ontvangst van die aanvraag een bericht van ontvangst bij een ter post aangetekende brief.

Indien de vergunningsaanvraag onvolledig is, verwittigt het bestuur de aanvrager binnen dezelfde termijn en stelt hem in kennis van de ontbrekende documenten of inlichtingen.

§ 2. De Minister beslist binnen drie maanden na bericht van ontvangst bij een met redenen omkleed besluit over de aanvraag.

De Minister mag die termijn tweemaal met dezelfde duur verlengen.

De in alinea 1 bedoelde termijn wordt met negen maanden verlengd wanneer de Executieve de procedure voor de aanleg van een niet-verplicht voorkomingsgebied heeft ingezet zonder ze echter tot haar einde voort te zetten.

§ 3. In afwijking van § 2, beslist de Minister binnen de maand van het in artikel 11, § 3, bedoeld besluit bij een met redenen omkleed besluit in het geval van aanvragen om waterwinningsvergunningen waarvoor een voorkomingsgebied opgericht is.

§ 4. Indien de Minister binnen de toegestane termijn geen beslissing heeft genomen, wordt de aanvraag als verworpen beschouwd.

Art. 6. De in artikel 5 bedoelde besluiten met betrekking tot een waterwinningsvergunning vermelden de na te komen voorwaarden betreffende, met name :

- 1° de waterwinningsapparaten;
- 2° het gescheiden houden van de verschillende waterlagen;
- 3° de uitvoerings- en uitrustingsmodaliteiten van de installatie;
- 4° de meetinrichtingen van de hoeveelheden water en de waterstanden en de inrichtingen voor de monsterneming in de installatie;
- 5° het gebruik van het opgevangen water;
- 6° de dagelijks en jaarlijks op te vangen maximale hoeveelheid water;
- 7° de frequentie van de tellingstaten van de hoeveelheden water;
- 8° de bescherming van de omliggende waterwinplaatsen;
- 9° de openbare veiligheid;
- 10° de modaliteiten inzake de uitvoering en de uitrusting van voor de exploitatie vereiste bijbehorende installaties zoals toegangs- en verluchtingsschachten van wateropvanggalerijen, die een verontreinigingsgevaar inhouden;
- 11° de inplanting van de piezometers bestemd voor het meten van de hydrogeologische parameters verbonden met de ontgonnen waterlaag en voor de desbetreffende monsterneming;
- 12° de te treffen tijdelijke en bijzondere beschermingsmaatregelen om elke waterverontreiniging te voorkomen, in het geval van waterwinningen van categorie A;
- 13° de te treffen maatregelen indien de waterwinning niet meer gebruikt wordt.

Het bestuur is bevoegd om de goede staat van de meetinrichtingen te controleren; het dient te worden ingelicht over elke wijziging of verplaatsing van die inrichtingen.

De houder van een waterwinningsvergunning wordt ertoe gehouden het bestuur jaarlijks uiterlijk op 31 januari de tijdens het jaar tevoren opgevangen hoeveelheid water mede te delen en in het algemeen elk ander gegeven omtrent de vergunningsvoorwaarden en de gebruiksmodaliteiten van de waterwinning.

Art. 7. In uitzonderlijke omstandigheden kan de Minister een bepaalde overschrijding van het toegelaten debiet voor een beperkte duur toestaan.

De waterwinningsvergunning vervalt indien geen enkele waterwinning wordt uitgevoerd binnen een termijn van twee jaar vanaf de dag van haar afgifte.

Art. 8. Elke krachtens artikel 7 van het decreet uitgevoerde herziening van de vergunning gebeurt overeenkomstig de regelen inzake de afgiftevoorwaarden en -formaliteiten van de vergunningen.

Er vindt eerst een openbaar onderzoek plaats wanneer de voorgestelde wijziging als gevolg heeft, hetzij het rondom de waterwinning opgericht voorkomingsgebied, hetzij de reglementering van de activiteiten die erin kunnen worden uitgeoefend te wijzigen of de noodgedwongen afbakening van een dergelijk gebied op te leggen.

HOOFDSTUK III. — Waterwin-, voorkomings- en toezichtsgebieden

Art. 9. § 1. Voor alle waterwinningen wordt het waterwingebied afgebakend door een lijn gelegen op 10 meter van de buitengrenzen van de voor de waterwinning strikt noodzakelijke bovengrondse installaties.

Het aldus opgericht gebied wordt « gebied I » genoemd.

§ 2. Wat de waterwinningen van categorie A betreft, verduidelijkt het vergunningsbesluit de te treffen beschermingsmaatregelen en de grenzen van het waterwingebied.

Art. 10. § 1. Een voorkomingsgebied moet bepaald worden voor elke waterwinning van categorie B in een vrije waterlaag.

§ 2. Een voorkomingsgebied kan bepaald worden voor elke waterwinning van categorie B gelegen in een lens of voor elke waterwinning van categorie C.

Art. 11. § 1. In het geval van een vrije waterlaag wordt het voorkomingsgebied verdeeld in twee ondergebieden die respectievelijk « dichtbijgelegen voorkomingsgebied of gebied IIa » en « verwijderd voorkomingsgebied of gebied IIb » genoemd worden.

1. Het gebied IIa is begrepen tussen de omtrek van gebied I en een lijn gelegen op een afstand van de waterwinning die overeenstemt met een verplaatsingsstijd van het grondwater tot aan de waterwinning gelijk aan 24 uur in verzadigde grond.

Bij gebrek aan voldoende gegevens waarbij gebied IIa overeenkomstig voornoemd beginsel afgebakend kan worden, wordt dit gebied afgebakend door een lijn gelegen op een minimale horizontale afstand van 35 meter vanaf de bovengrondse installaties wanneer het om putten gaat, en door twee lijnen gelegen op minstens 25 meter aan weerszijden van de bovengrondse projectie van de lengtes wanneer het om galorijen gaat.

2. Gebied IIb is begrepen tussen de buitenomtrek van gebied IIa en de buitenomtrek van het wingebied van de waterwinning.

De afstand tussen de buitenomtrek van gebied IIb en het werk mag echter niet groter zijn dan degene die overeenstemt met een verplaatsingsstijd van het grondwater tot aan de waterwinning gelijk aan vijftig dagen in verzadigde grond.

Bij gebrek aan voldoende gegevens waarbij gebied IIb overeenkomstig voornoemd beginsel afgebakend kan worden, bedraagt de afstand tussen de omtrek van dit gebied en de buitenomtrek van gebied IIa :

- 100 meter voor de waterhoudende zandformaties;
- 500 meter voor de waterhoudende grintformaties of de afstand tussen de waterloop en de grens van de waterhoudende alluviale formatie;
- 1000 meter voor de waterhoudende gescheurde of karstische formaties.

Wanneer het grondwater de waterwinning langs voorkeursafwateringsassen bevoorraadt, wordt gebied IIb langs die assen uitgebreid over een maximale afstand van 1000 meter en over een breedte die minstens gelijk is aan die van gebied IIa.

Die afstanden zijn vatbaar voor herziening indien later verkregen gegevens toelaten gebied IIb vast te stellen naargelang van de verplaatsingsstijden of de grenzen van het ingangsgebied van de waterwinning.

§ 2. Wanneer er een verontreinigingsgevaar bestaat, is het voorkomingsgebied in een lens het gebied waarin de verplaatsingsstijd kleiner is dan vijftig dagen in verzadigde grond. Dit gebied heeft de kenmerken van een verwijderd voorkomingsgebied.

§ 3. Na het overeenkomstig artikel 14 uitgevoerd openbaar onderzoek neemt de Executieve een besluit tot bepaling van de in de §§ 1 en 2 bedoelde voorkomingsgebieden en tot regeling van de activiteiten in die gebieden; zij deelt het mede aan de betrokken gemeenten, aan de bestendige deputatie van de provincieraad en aan elke persoon die tijdens het openbaar onderzoek opmerkingen heeft gemaakt.

Art. 12. In afwijking van de artikelen 10 en 11 kan de afbakening van de waterwin- en voorkomingsgebieden overeenstemmen met natuurlijke of kunstmatige topologische vaste punten en grenzen, zoals verkeerswegen, waterlopen, afsluitingen, bouwlijnen of met administratieve grenzen, zoals kadastrale secties.

In de in alinea 1 bedoelde gevallen kunnen de Minister, voor een waterwinning, en de Executieve, voor een voorkomingsgebied, bijkomende beschermingsmaatregelen bij een met redenen omkleed besluit opleggen.

Art. 13. § 1. Na het overeenkomstig artikel 14 uitgevoerd openbaar onderzoek stelt de Executieve het toezichtsgebied vast en regelt ze de activiteiten in dat gebied; zij deelt het mede aan de betrokken gemeenten, aan de bestendige deputatie van de provincieraad en aan elke persoon die tijdens het openbaar onderzoek opmerkingen heeft gemaakt.

§ 2. Wanneer de waterwinning van categorie B voor de productie van bronwater, natuurlijk mineraalwater of thermaalwater bestemd is en indien de houder van de vergunning de aanleg van een toezichtsgebied vraagt, legt de Minister het dossier voor aan de Executieve die overeenkomstig artikel 14 tot een openbaar onderzoek laat overgaan.

In dat geval kan de Executieve bij een met redenen omkleed besluit beslissen geen toezichtsgebied aan te leggen.

HOOFDSTUK IV. — Het openbaar onderzoek

Art. 14. De Minister stuurt de projecten van voorkomings- en toezichtsgebieden samen met hun bijlagen naar de gemeenten op het grondgebied waarvan voornoemde gebieden zich geheel of gedeeltelijk uitstrekken.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier opent het college van burgemeester en schepenen een onderzoek naar voor- en nadelen van het werk door aanplakking van een bericht met het voorwerp van het onderzoek. Dat bericht blijft gedurende dertig dagen op de gewone plaatsen aangeplakt; tegelijkertijd stuurt het college van burgemeester en schepenen een afschrift ervan naar de eigenaars en de voornaamste bewoners van de in het gebied gelegen gebouwen, alsmede naar de openbare besturen waaronder een in hetzelfde gebied gelegen verkeersweg, waterloop of om het even welke installatie of instelling ressorteren.

Het dossier en de daarbij gevoegde plannen kunnen tijdens de hele duur van het onderzoek door alle betrokkenen geraadpleegd worden. De personen die het wensen, kunnen een afschrift van die documenten verkrijgen tegen betaling van de door het college van burgemeester en schepenen vastgestelde kostprijs.

Binnen dezelfde termijn zameit een lid van het college van burgemeester en schepenen of een daartoe afgevaardigde ambtenaar de schriftelijke opmerkingen in. Bij het verstrijken van die termijn wordt een zitting gehouden waarop alle personen die het wensen, gehoord worden en aan het einde waarvan proces-verbaal wordt opgemaakt ter sluiting van het onderzoek naar voor- en nadelen van het werk.

Het gemeentebestuur stuurt het dossier binnen een termijn van tien dagen na sluiting van het onderzoek samen met het gemotiveerd advies van het College van Burgemeester en Schepenen terug naar de Minister.

HOOFDSTUK V. — Kunstmatige aanvullingen van grondwaterlagen

Art. 15. § 1. De in artikel 17 van het decreet bedoelde vergunningsaanvraag moet, naast de inlichtingen waarbij de aanvrager en de plaats van de waterwinning geïdentificeerd kunnen worden, volgende inlichtingen bevatten :

- 1° een nota over de geplande doorsijpelingsstechniek en de te treffen maatregelen ten einde de verontreiniging van de grondwaterlaag te voorkomen;
- 2° een nota over de oorsprong en de kwaliteit van het doorsijpelend water;
- 3° een geologisch onderzoek van het door de aanvulling betrokken gebied en van de kenmerken van de aan te vullen grondwaterlaag;

4° een exemplaar van een op een schaal van 1/1000 opgemaakt plan met de situatie en de grenzen van het aanvullingsgebied;

5° een uittreksel uit het kadastraal plan met de in het aanvullingsgebied gelegen percelen;

6° een uittreksel uit het kadastraal register met de namen en adressen van de eigenaars van de betrokken percelen of perceelgedeelten, waarbij bedoelde eigenaars dertig dagen voor de indiening van de aanvraag bekend zijn bij het Bestuur van het Kadaster;

7° de voorgestelde beschermingsmaatregelen van de waterlaag;

8° een raming van de kosten van voornoemde maatregelen.

§ 2. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van de vergunningsaanvraag.

Wanneer hij oordeelt dat de aanleg van een toezichtsgebied zich opdringt, beslist hij binnen de maand van het in artikel 13, § 1, bedoelde besluit.

§ 3. De Minister kan de toegekende vergunning bij een met redenen omkleed besluit voor een bepaalde duur schorsen, wijzigen of intrekken, bij eventuele verontreiniging van het grondwater of wanneer de voorwaarden van de vergunning niet nageleefd worden.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Wat de bestaande waterwinningsvergunningen betreft, treden de bepalingen omtrent de waterwin- en voorkomingsgebieden echter slechts na drie jaar in werking.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

Bijlage

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

Algemene Directie der Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu
Afdeling Water. — Dienst van het Grondwater

Aanvraagformulier voor de winningsvergunning van grondwater

Voorafgaande opmerking : de vakken in grijze tint zijn voorbehouden aan het Bestuur

1. Identificatie van de aanvrager

Code : / Vroegere code : / / /

Gemeente :

vak A invullen indien de aanvrager een natuurlijke persoon is
vak B invullen indien de aanvrager een rechtspersoon is

VAK A

Naam :
Voornamen :
Beroep :
Nationaliteit : Taal (F/NL/D) :
Adres (1) :
 straat/laan/bld :
 nr : bus :
 postnummer : gemeente :
 telefoonnummer :
 BTWnummer : inschrijvingsnummer bij het Rijksregister : .

VAK B

Aard :
Officiële handelsnaam :
Nationaliteit : Taal (F/NL/D) :
Maatschappelijk doel :
Adres (1) :
 Maatschappelijke zetel
 straat/laan/bld :
 nr : bus :
 postnummer : gemeente :
 telefoonnummer :
 BTWnummer : inschrijvingsnummer bij het Rijksregister : .

 Exploitatiezetel
 straat/laan/bld :
 nr : bus :
 postnummer : gemeente :
 telefoonnummer :
 BTWnummer : inschrijvingsnummer bij het Rijksregister : .

Naam en voornamen van de vertegenwoordiger :
Hoedanigheid :

(1) indien de aanvrager de Belgische nationaliteit niet heeft, moet hij in België domicilie kiezen

2. Activiteiten van de aanvrager

Een kruisje aanbrengen in het (de) overeenstemmend(e) vak(ken) :

10		landbouwactiviteiten
20		industriële activiteiten
30		openbare watervoorziening
40		ziekenhuisactiviteiten
50		commerciële activiteiten
60		particulier
70		openbaar bestuur
80		vervoer en communicatie
90		dienstenverlening
		andere te verduidelijken activiteiten :
	

3. Beschrijving van de waterwinning

3.1. Lokalisatie van de grondwaterwinning

Code van de installatie : / / /

Nr. op de kaart :

3.1.1. Adres

Gemeente :

Vroegere gemeente :

Straat/laan/Bvd :

Nr. : bus :

Wijk :

3.1.2. Kadastraal(alen) perceel/percelen

Afdeling : Sectie :

Nr(s) :

3.1.3. LAMBERT-gegevens

X : Y : Z :

Werden die gegevens nauwkeurig bepaald ? (ja/nee) :

3.2. Benaming van de waterwinning :

3.3. Identificatie van de exploitant van de waterwinning

Dit gedeelte enkel invullen wanneer de aanvrager niet de exploitant van de waterwinning is.

Naam van de exploitant :

Nr. : bus :

Postnummer : gemeente :

Telefoonnummer :

3.4. Contacten

Naam van de te contacteren persoon :

Hoedanigheid :

Telefoonnummer :

3.5. Aard van de waterwinplaats of van het kunstwerk

Een kruisje aanbrenge(n) in het (de) overeenstemmend(e) vak(ken) :

PF	geboorde put
PT	traditionele put
PM	mijnschacht
PN	natuurlijke put
SE	oppervlaktebron
DR	draineerbuis
GF	heuvelflankgalerij
GP	galerij bereikbaar langs een put
MI	mijn
CA	groeve
FO	opgraving
-	andere te verduidelijken kunstwerken :

3.6. Uitvoeringsdatum van het kunstwerk :3.7. Is de waterwinplaats het voorwerp geweest van :

- fysisch-chemische of bacteriologische analyses ? (ja/nee) :
- indien ja, verduidelijken :
-
- proefbemalingen ? (ja/nee) :
- indien ja, verduidelijken :
-
- controlepiëzometers ? (ja/nee) :
- indien ja, verduidelijken :
-

Piezometer (J/N) :

Waterlaagcode : Hydrologische code :

Naam van de beek :

Verband met de installatie : / / / Verband met de gerangschikte instelling : / / /

4. Technische gegevens van de installatie

4.1. Afmetingen en uitrusting

a) Putten

- diepte :
- minimale binnendiameter :
- verbuisde put (ja/nee) :
- uitrusting : geef hierna een nauwkeurige beschrijving van de uitrusting van de put (aard en lengte van de blinde of bepleisterde buizen, hun buiten- en binnendiameters, alsmede hun positie; opening van de rooster; kenmerken van de filterinrichting; gecementeerde hoogte) :
-
-
-
-
-

b) Draineerbuis (of galerij)

- Aantal draineerbuizen :
- Lengte(n) van de draineerbuis(zen) :
- Diepte :
- Diameter :Sectie :
- Bijzondere kenmerken van de draineerbuis(zen) :
-

c) Andere kunstwerken

- De kenmerken ervan hierna vermelden (afmetingen, waterstand, ...) :
-
-
-

4.2. Kenmerken van de monsterneming
Aard van de inrichting

	dompelpomp
	waterpomp
	zwaarteafstroming
	andere te verduidelijken kenmerken :

Kenmerken van de pomp :Nominaal debiet :m³/uWerkelijk debiet :m³/u

Model :

Manometrische hoogte :

Type van de motor die de pomp aandrijft :

Vermogen van de motor : kw

Diepte waarop de pomp is geplaatst :

4.2. Capaciteit van de eventuele watertank :4.3. Meetinrichting van de opgevangen hoeveelheid water :4.1.1. Nummer van de meetinrichting :4.4.2. Type inrichting :

CV	volumetrische meter
CE	elektro-magnetische meter
DE	overlaat
	andere te verduidelijken inrichtingen :

4.4.3. Beschrijving van de inrichting :4.4.4. Datum van de laatste ijking :4.4.5. Fabricatiedatum :4.4.6. Beschrijving van de ijking :4.5. Inrichting voor het meten van de diepte van de put en van de waterstand :

.....

4.6. Inrichting voor de monsterneming :

.....

4.7. Waterstand in ruststand

<u>statische stand</u>	<u>Metingsdatum</u>
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Indien de put van piëzometers voorzien is, de metingen van de waterstanden op de achterkant aanduiden.

5. Gebruik van het opgevangen water

Referentienummer van het dossier :	<input type="text"/>
Vergunningsnummer :	<input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/>
Gemachtigd (J/N) :

- 5.1. Gewenst maximaal debiet :m3/uur
 m3/dag
 m3/jaar*

Dit debiet verantwoord door de waterwinningsperiodes nauwkeurig te vermelden :

.....

5.2. Exploitatievermogen van het bedrijf

- uren/dag
- dagen/maand
- maanden/jaar

* Wanneer het waterwinnings van categorie A betreft (proefbemalingen of tijdelijke bemalingen) wordt het jaarlijks debiet vervangen door het aantal bemalingen) wordt het jaarlijks debiet vervangen door het aantal bemalingsdagen.

5.3. Gebruik van het water

Een kruisje aanbrenge in het (de) overeenstemmend(e) vak(ken) :

A	01	proefbemalingen die niet langer dan 12 maanden duren	
	02	tijdelijke bemalingen / openbare of private civiel-technische werken	
B	11	openbare voorziening	
	12	het bottelen van bronwater of van natuurlijk mineraalwater	
	13	de produktie van water voor thermaal gebruik	
	14	menselijke consumptie, behalve privaat gebruik (gezinnen)	
	15	vervaardiging van levensmiddelen	
	16	drankindustrie	
	17	spoeling en reiniging in de drankindustrie	
	18	baden, douches, zwembaden of andere gelijksoortige installaties	
C	21	industriële vervaardiging van een niet-voedingsmiddel	
	22	reiniging en voorbereiding van een produkt of van een grondstof	
	23	waterkoeling van de installaties en koeling	
	24	reiniging van lokalen en/of van materieel	
	25	dampproduktie	
	31	landbouw - tuinbouw - boomkwekerij...	
	32	teelt	
	of	33	visteelt
	D	41	bevoorrading van vijvers, private zwembaden, fonteynen
		42	huishoudelijk en sanitair gebruik
51		wasinstallatie voor auto's	
52		wassalon - wasserij	
61		warmtepomp	
62		geothermische bemaling voor collectieve verwarming - openbaar gebouw	

71	gebruik in een instelling met onbesmettelijke zieken
81	bescherming van goederen
82	drooghouding
83	ontwatering
84	brandweerdienst
91	kunstmatig aanvullen van grondwater
	andere te verduidelijken gebruiken

Het (De) gebruik(en) van het in de tabel vermelde water nauwkeurig aangeven door het (de) gebruikte percentage(s) te vermelden :

.....

.....

.....

.....

gebruik 1	:	<input type="text"/>	percentage gebruik 1	:	<input type="text"/>
gebruik 2	:	<input type="text"/>	percentage gebruik 2	:	<input type="text"/>
gebruik 3	:	<input type="text"/>			

6. Lozingen van afvalwater

- Plaats :
- Afvoerwijze :
- Maximaal debiet : m³/dag
- Verontreinigende stoffen :
- Behandeling :

7. Documenten die bij dit formulier dienen te worden gevoegd

Categorie van de waterwinning (A, B, D of D) :

Opmerkingen :

- De categorie van de waterwinning wordt aangeduid in de eerste kolom van het vak « Watergebruik » (5.3).
- Indien de waterwinning tot verschillende categorieën behoort, moet zij in categorie B gerangschikt worden.
- Het onderscheid tussen de categorieën C en D geschiedt volgens het debiet :
 - * categorie C omvat de waterwinningen waarmee meer dan 10 m³/dag of 3000 m³/jaar worden opgevangen;
 - * categorie D omvat de waterwinningen waarmee niet meer dan 10 m³/dag of 3000 m³/jaar worden opgevangen;
- De door particulieren uitgevoerde waterwinningen die uitsluitend bestemd zijn voor de huishoudelijke behoeften van hun gezin, zijn gerangschikt in categorie D.

Bij te voegen documenten :

1. Voor alle waterwinningen :
 - een voor eensluidend verklaard afschrift van de eigendomstitel betreffende de binnen het waterwingebied gelegen onroerende goederen, tenzij zij eigendom zijn van het Gewest;
 - of
 - de verbintenis van de eigenaar de betrokken onroerende goederen te verkopen of af te staan aan de aanvrager, in voorkomend geval mits het verkrijgen van een waterwinningsvergunning;
 - of
 - de machtiging van de eigenaar om een proefbemaling of een tijdelijke bemaling uit te voeren op de voor de waterwinning bepaalde plaats.
2. Voor alle waterwinningen :
 - a) een gelijkvormigheidsattest van de meetinrichting;
 - b) een ijkingsbewijs van de meetinrichting.
3. Voor alle waterwinningen :
 - een op een minimale schaal van 1/100 opgemaakt plan met de afbakening van een oppervlakte waarbinnen eventuele bijzondere maatregelen van tijdelijke bescherming dienen te worden in acht genomen.
4. Voor de waterwinningen van de categorieën B, C, D :
 - a) een afbakeningsproject van het waterwingebied dat bestaat uit een op een minimale schaal van 1/100 opgemaakt plan met de situatie en de grenzen van het betrokken gebied;
 - b) een uittreksel uit het kadastraal plan met vermelding van de in het waterwingebied gelegen percelen;
 - c) een uittreksel uit de kadastrale legger met de namen en adressen van de eigenaars van de in dit gebied gelegen percelen of gedeelten van percelen, waarbij bedoelde eigenaars degenen zijn die, twee maanden voor de indiening van de aanvraag, bekend zijn bij het Bestuur van het Kadaster.
5. Voor de waterwinningen van de categorieën A, B en C :
 - Indien het debiet van de geplande waterwinning 10 m³/dag of 3000 m³/jaar overschrijdt, een technisch verslag over het type en de aard van de waterlaag die de waterwinning bevoorraadt, met de gegevens die het bestuur in staat stellen de eventuele weerslag van de waterwinning op de waterlaag, alsmede op de openbare en private bovengrondse eigendommen in te schatten.
6. Voor de waterwinningen van de categorieën B en D :
 - 1° elk resultaat afgeleid uit proefbemalingen waarbij het mogelijk is de hydraulische parameters van de waterlaag in te schatten en inzonderheid de karakteristieke kromme van de waterput;
 - 2° de waterstand in de put gedurende de bemaling tegen het in de aanvraag om waterwinningsvergunning geplande debiet en in evenwichtsstelsel, alsmede de in de eventuele piëzometers gemeten waterstand met vermelding van de datum van die metingen;
 - 3° een afbakeningsproject van een voorkomingsgebied. Dit project is verplicht indien het een waterwinning van categorie B in een vrije waterlaag betreft. Het is facultatief in de andere gevallen.
 Het dossier omvat volgende documenten :
 - a) een verklarende nota ter rechtvaardiging van het afbakeningsvoorstel en, in voorkomend geval, een beschrijving van de middelen die voor de afbakening van het voorkomingsgebied werden gebruikt;
 - b) een bij een minimale schaal van 1/1000 opgemaakt plan waarop de situatie en de grenzen van de geplande waterwin- en voorkomingsgebieden voorkomen;
 - c) een exemplaar van een geologische kaart bij een minimale schaal van 1/40000 waarop de situatie en de grenzen van de geplande voorkomingsgebieden voorkomen;
 - d) een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de in de geplande waterwin- en voorkomingsgebieden gelegen percelen voorkomen;
 - e) een uittreksel uit de kadastrale legger met melding van de namen en adressen van de eigenaars van de in die gebieden gelegen percelen en perceelgedeelten, waarbij bedoelde eigenaars degenen zijn die, twee maanden voor de indiening van de aanvraag, bekend zijn bij het Bestuur van het Kadaster;
 - f) een raming van de aanlegkosten van het voorkomingsgebied en van de binnen dit gebied geplande maatregelen.

Dit formulier dient behoorlijk ingevuld samen met zijn bijlagen in drie exemplaren te worden ingediend bij :

Ministère de la Région wallonne

.....

Aantal bijlagen :
 Gemaakt te, op
 Handtekening van de aanvrager :
 Naam van de ondertekenaar :
 Hoedanigheid :

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
 belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
 belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

F. 92 — 943

[S-C — 27130]

14 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
 relatif aux prises d'eau de surface potabilisable et aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, notamment les articles 2, 7, 10, 11 et 15;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires Intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « décret » : le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;
- 2° « Ministre » : le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions;